La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Montréal,
lundi 9 novembre 1998
115e année No 21
70 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $
FLORIDE 1,75 $ U.S.

UN CADEAU de Princesse...
Spécial 4 960 $
Platine et or 24 k
4 MOIS POUR PAYER
BIJOUTERIE le roy
www.bijouterieleroy.com
Une seule adresse
7139, rue ST-HUBERT
(coin Jean-Talon)
(514) 277-3127
2694732



Actualités
Le guichet, la terreur des aînés
page A7



Auto
Grand Vitara : un nom curieux, un projet réussi
page C1





Histoire
Les exploits du 22e Bataillon
page C8

Jonquière : les médecins acceptent le compromis

MARTIN PELCHAT
JONQUIÈRE

Les médecins de l'hôpital de Jonquière, qui avaient empoisonné jusqu'à maintenant la campagne de Lucien Bouchard dans son comté, ont levé hier soir leur menace de démission en bloc.

C'est un Lucien Bouchard soulagé qui a annoncé la nouvelle, lui qui avait repris, le jour même de son assemblée d'investiture, son habit de négociateur pour tenter de désamorcer la crise. Les 47 médecins de Jonquière entendaient abandonner leur poste mercredi.

Agréée par les deux grandes fédérations de médecins, l'entente coûtera près d'un million en mesures de « rétention » et de recrutement, afin de combler le déficit de 20 omnipraticiens qui afflige Jonquière. Les médecins jonquiérois auront droit à un forfait de 10 000 $, éventuellement pour deux ans.

Même si l'entente acceptée hier soir par les médecins de Jonquière pourrait toujours être répudiée par leurs confrères de Chicoutimi, qui sont eux aussi mis à contribution, les omnipraticiens ont décidé de laisser tomber leur ultimatum et de donner une autre chance au plan de transformation de leur hôpital en centre ambulatoire.

« Ce qui est important dans l'immédiat, c'est qu'on lève cette appréhension qui fragilisait une population complète à Jonquière », a affirmé le premier ministre.

« Cette entente est fragile », a toutefois insisté le président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital de Jonquière, Jean-Jacques Dallaire. « Mais les médecins veulent continuer. On ne peut pas ne pas donner de soins à la population. »

Hanté dans son propre comté par sa controversée réforme de la santé, le chef péquiste a connu hier sa plus difficile journée de la campagne électorale, une journée

Voir **JONQUIÈRE** *en A2*

Vers Hamilton

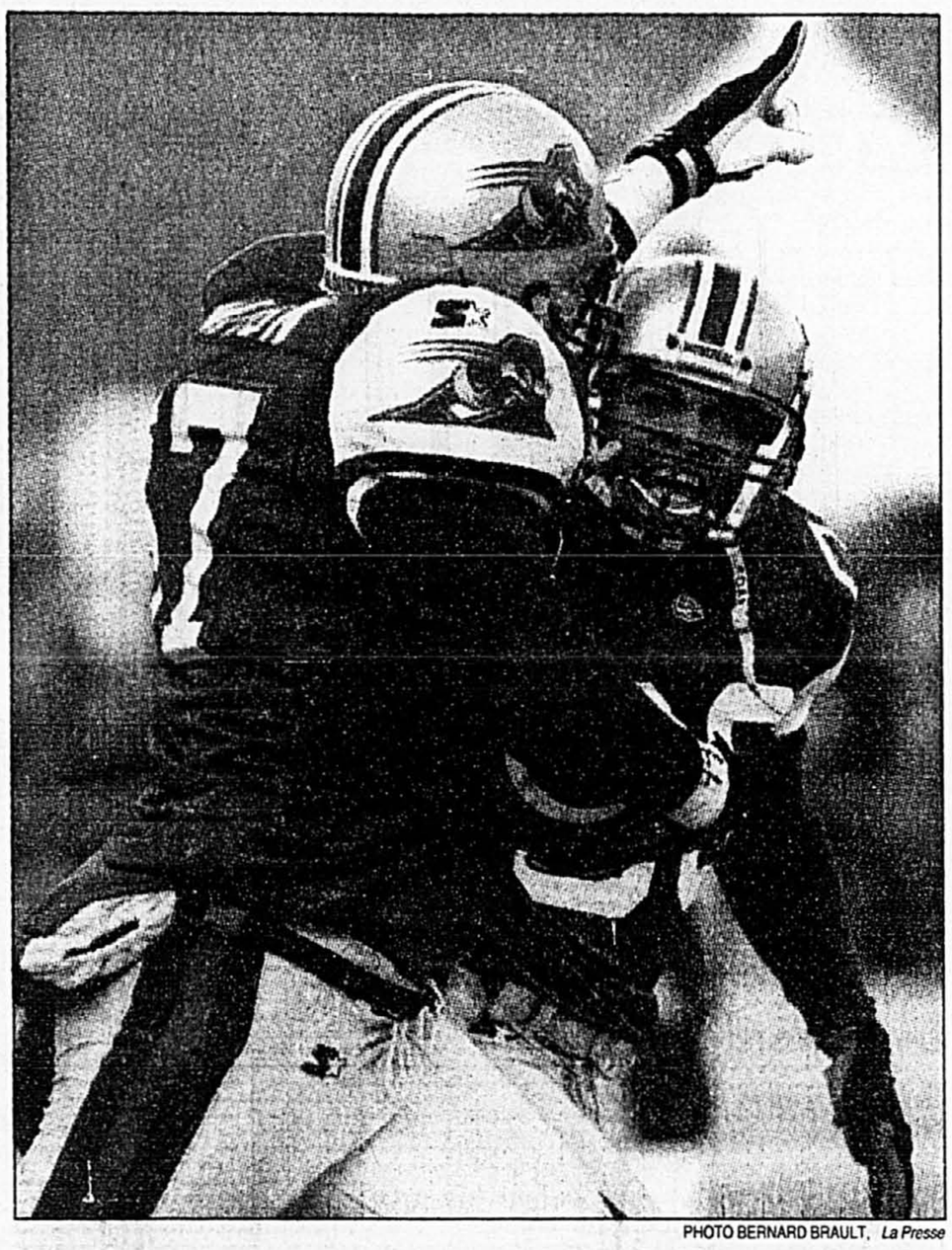


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

L'ailier défensif Elfrid Payton (57) a recouvré le ballon et montré aux 17 495 amateurs, au stade Molson hier, que les Alouettes se dirigeaient vers la finale de l'Est de la Ligue canadienne, dimanche prochain, à Hamilton. Les Alouettes ont en effet vaincu les Argonauts de Toronto, 41-28, en demi-finale, grâce surtout à trois passes de touché du quart-arrière Tracy Ham et à la défensive qui a multiplié les jeux importants.

Nos informations dans le cahier Sports, pages 2 à 4

Bouchard agit en ambulancier, raille Charest

KATIA GAGNON
SAINTE-FOY

Les ratés de la campagne de Lucien Bouchard dans Jonquière ont alimenté hier les attaques les plus directes de Jean Charest contre le premier ministre, qui se tranforme en « ambulancier » pour résoudre les problèmes du réseau de la santé dans son comté, a raillé le chef libéral, devant 3500 militants libéraux réunis à Sainte-Foy, près de Québec.

« Au Québec, on n'oubliera jamais que ça aura pris son assemblée de mise en candidature et des élections pour forcer enfin le premier ministre du Québec à visiter un hôpital et voir lui-même de quoi les gens souffraient », a lancé M. Charest, évoluant sur une scène placée au centre du Patinodrome de Sainte-Foy, dans ce qui a constitué le plus grand rassemblement partisan depuis le début de la campagne. « Si le PQ veut avoir du monde à leurs assemblées, il y a une recette garantie: ils n'ont qu'à faire ça dans les hôpitaux. Ça va déborder dans les corridors », s'est-il exclamé.

Voir **BOUCHARD** *en A2*

Le bilan de Mitch passe brutalement à 30 000 morts

La faim continue de sévir et le risque d'épidémies de s'accroître

d'après AFP et AP
MANAGUA

La faim continuait de sévir et le risque d'épidémies s'accroissait hier dans les régions les plus frappées par le cyclone Mitch au Honduras et au Nicaragua, où le bilan encore provisoire des victimes est brutalement passé de 25 000 à près de 30 000.

Le président du Nicaragua, Arnoldo Aleman, a annoncé que 5000 disparus supplémentaires ont été recensés dans son pays, portant le bilan pour le seul Nicaragua à plus de 11 000 morts et disparus.

Soulignant que ce bilan était encore provisoire, M. Aleman a ajouté que le cyclone avait également fait plus de 800 000 sinistrés au Nicaragua.

Le dernier bilan disponible pour le Honduras, pays le plus touché avec le Nicaragua, est de 6000 tués, 12 000 disparus et deux millions de sinistrés.

Des équipes de secours internationales ont affronté encore hier la boue et le manque de moyens de transport pour atteindre les régions encore isolées par les effets du cyclone.

Près de deux semaines après l'arrivée du cyclone sur les côtes du Honduras, le 26 octobre, des dizaines de milliers de personnes étaient toujours cernées par les eaux et la découverte de nouvelles victimes était loin d'être achevée.

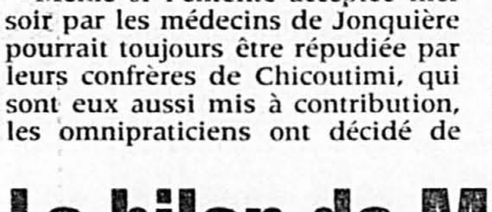
Au Nicaragua, la persistance des pluies continuait d'empêcher l'évacuation de milliers d'Indiens misquitos bloquées par les eaux dans leurs villages des rives du rio Coco, au nord du pays.

Voir **LE BILAN** *en A2*

- **Gaspésiens et Madelinots craignent le désengagement**
- **La campagne Charest: un nouveau départ?**
- **Voter, un exercice humiliant pour les analphabètes**
- **L'ADQ propose une loi-cadre sur la famille**

pages A16 à A19

Ni amère ni coupable ni démolie !



Nathalie Petrowski
rencontre
THÉRÈSE DAVIAU

C'est le même quartier, la même maison, le même décor, la même musique des années 40 et Thérèse Daviau porte le même pull canari qu'elle portait lorsque je l'ai rencontrée en avril dernier. Mais nous sommes sept mois plus tard et depuis, la vie de Thérèse Daviau a basculé. Basculé brutalement.

Elle a perdu sa mère, perdu ses élections, raté son rendez-vous avec l'histoire, raté l'alliance du RCM avec Nouveau Montréal et vécu une rupture orageuse avec le RCM au son d'accusations de haute trahison.

Le jour où elle a démissionné comme chef du RCM, un mois après son élection, sa mère de 75 ans qui souffrait d'hypertension était dans la salle survoltée. De voir sa fille attaquée de toutes parts l'aurait achevée, selon Daviau.

« Quand elle a quitté la conférence de presse, elle était toute chaude, toute fébrile. On l'a rentrée à l'hôpital trop tard. Elle est morte d'une hémorragie. Je m'en suis voulue, j'en ai voulu aux médias et puis je me suis occupée de mon père, j'ai réfléchi, j'ai fait mon deuil et j'ai tourné la page. »

Après cette saison en enfer, Thérèse Daviau est retombée sur ses pieds comme si de rien n'était. Aujourd'hui, malgré tout ce qui s'est passé, elle affirme ne pas être amère, défaite ou démolie. À l'exception d'une vilaine grippe qui l'empêche de fumer, elle n'a pas perdu de sa combativité ni guéri son intoxication chronique à la politique. Mieux: elle est convaincue qu'elle a encore beaucoup à donner à Montréal.

« C'est dur de sortir la politique de la fille, s'esclaffe-t-elle. Et puis faut croire que je suis faite forte et que ça en prend beaucoup pour m'abattre. »

Voir **NI AMÈRE** *en A2*

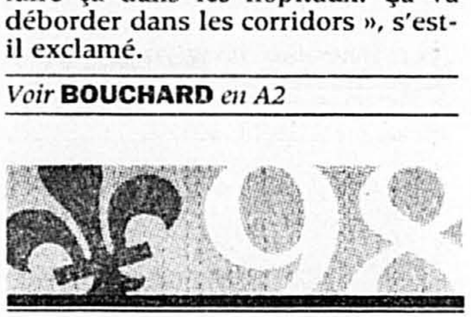


PHOTO *La Presse*

« ...Ça ne servait à rien de continuer. »

418
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		- affaires	B7	Bandes dessinées	C17	Êtes-vous observateur?	C15	Mots croisés	C16 et S14
- index	C15	Arts et spectacles	C9 à C13	Bridge	C17	Horoscope	C16	Mot mystère	C18
- immobilier	C15 et C16	- horaire spectacles	C12	Cyberpresse	B10	Laval	A15	Politique	A16 à A19
- marchandises	C16	- horaire télévision	C10	Décès	C19	Loteries	A2 et A5	Répliques	B3
- emplois	C16 et C17	- théâtre	C10	Économie	B1, B4 à B7	Monde	B8 et B9	Tabloïd Sports	
- automobile	C17 à C19			Feuilleton	C18			- Michel Blanchard	S5

ÉDITORIAL
Drôle de gauche, drôle de droite
- Alain Dubuc
page B2

MÉTÉO
Ciel variable
Max. 6, min. 1
Cahier Sports,
page 20

6 21924 98765 1

LE GRAND DÉVOILEMENT 1999
DES OFFRES À COUPER LE SOUFFLE SUR LE PLUS IMPORTANT CHOIX DE MODÈLES 99 AU QUÉBEC.
Voyez votre concessionnaire pour les détails.
CHEVROLET Oldsmobile GM
2646589-M

Suites de la une

Le bilan de Mitch passe à 30 000 morts

LE BILAN / *Suite de la page A1*

Selon l'Église évangéliste morave, très présente chez les Misquitos, 1200 personnes sont jûchées sur la cime des arbres depuis plusieurs jours dans l'attente de secours.

Pratiquement sur tous les volcans et montagnes du pays, des glissements de terrain continuaient de se produire.

Au Honduras, le Comité d'urgence régional a annoncé hier que deux villages, El Dictamo et El Danto, avaient été ensevelis ces derniers jours et que 50 000 personnes étaient toujours isolées par les inondations et les éboulements dans le département d'Olancho, dans le centre du pays.

Le glissement de terrain à El Danto aurait fait « pas mal de morts », selon un membre de cet organisme.

Dans le nord, des centaines de sinistrés qui avaient été évacués une première fois la semaine dernière et avaient ensuite rejoint leurs maisons, ont dû être à nouveau déplacés devant le risque de nouvelles inondations.

Environ 2500 personnes venues de plus de 20 pays, selon les autorités, participent aux secours aux sinistrés du cyclone qui a détruit 60 % de l'infrastructure du pays et 70 % de ses récoltes.

Mais l'aide se heurte aux difficultés de transport alors que des centaines de kilomètres de route et des dizaines de ponts ont été emportés et que l'eau recouvre toujours d'immenses étendues de territoire.

Au Nicaragua, des centaines de véhicules hétéroclites, qui transportaient de l'aide vers le nord, se bousculaient dans un gigantesque embouteillage humanitaire après des heures d'attente sous une chaleur écrasante pour passer le rio Trapichon.



22 667 822$
Merci!
Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tél.: (514) 288-1261
PRÊTONS MAIN-FORTE

Les médecins acceptent le compromis

JONQUIÈRE / *Suite de la page A1*

ponctuée par une manifestation convoquée par les employés de l'hôpital et à laquelle ont pris part près d'un millier de personnes.

En soirée, il a rencontré les médecins des hôpitaux de Jonquière et Chicoutimi pour leur demander de revenir sur leur décision et d'accepter une entente de principe intervenue vendredi.

« Ce n'est pas parce qu'une région compte un député premier ministre qu'elle peut être exemptée de la réforme de la santé », avait averti M. Bouchard. « Les gens voteront comme ils voudront, notre gouvernement va continuer d'être responsable et de se tenir debout. »

Les hôpitaux de Jonquière et de Chicoutimi ne sont séparés que par 15 kilomètres. En mai, la Régie régionale de la santé y a mis en vigueur une entente de « complémentarité » qui visait à mettre fin au dédoublement de services. L'expérience a cependant dégénéré en conflit ouvert entre les médecins des deux hôpitaux. Délégué au Saguenay la semaine dernière pour dénouer l'impasse, le ministre de la Santé, Jean Rochon, a négocié en cinq jours une entente de principe qui avait ensuite été répudiée par les deux groupes.

En vertu de l'entente, l'hôpital de Chicoutimi conserve la plupart des spécialités et les chirurgies réclamant une hospitalisation. Jonquière devient un centre ambulatoire pour toutes les chirurgies d'un jour et un centre de réadaptation régional et de gériatrie.

En après-midi, le premier ministre avait profité de son assemblée d'investiture, retardée par la crise des hôpitaux, pour défendre à nouveau la réforme de la santé et promettre devant quelque 800 militants et 14 de ses ministres que l'hôpital de Jonquière resterait ouvert.

Bouchard agit en ambulancier, raille Charest

BOUCHARD / *Suite de la page A1*

Saluant au passage les militants de Charlesbourg, tous vêtus de sarraus blancs dans une allusion sans équivoque à Jean Rochon, M. Charest s'est moqué des efforts du « meilleur ministre de la Santé », présent depuis trois jours dans le comté de Jonquière pour régler la chicane qui perdure entre l'hôpital de Jonquière et celui de Chicoutimi.

« On apprend que le premier ministre a viré son ministre de la Santé, M. Rochon, qu'il fait la navette entre l'hôpital de Jonquière et celui de Chicoutimi. Voilà où nous en sommes rendus au Québec, alors que le premier ministre du Québec est obligé de faire l'ambulancier pour le système de santé quand c'est dans son comté. Le problème, c'est qu'il va falloir que l'ambulance roule vite parce qu'il y a beaucoup d'autres centres hospitaliers qui voudraient avoir un traitement égal », a ironisé M. Charest.

Mais au-delà des déboires de son adversaire, c'est maintenant de souveraineté dont le chef libéral veut surtout parler. Lui qui se bornait jusqu'à présent à fustiger l'intention du gouvernement de tenir un référendum, dirige maintenant ses attaques au coeur même du projet souverainiste. « Les péquistes aiment mieux les structures que la santé et le Parti libéral, lui, préfère la santé à la souveraineté », s'exclame-t-il devant ses militants.

Si le PQ est élu, « tout serait mis à contribution pour persuader les Québécois de quelque chose dont ils ne veulent pas. Parce qu'ils l'ont dit en 1980, en 1995: on n'en veut pas de référendum, on n'en veut pas de souveraineté », ajoute-t-il, citant un article du magazine *l'Actualité* où le premier ministre évoque les lendemains d'une victoire péquiste. Un document qui sera d'ailleurs distribué dans tous les foyers, dûment annoté par le Parti libéral.

En point de presse, après son discours, le chef libéral s'est fait encore plus clair. Après avoir présenté pendant dix jours le programme libéral, le temps est venu, selon lui, de « camper » les choix: les propositions libérales ou la souveraineté. « Le choix se résume à ça: un projet ou l'autre », tranche M. Charest, qui cherche à présenter son parti comme le grand rassembleur des Québécois.

« Le jour où nous nous retrouverons ensemble autour d'un grand plan, ce sera le jour de la grande réussite du Québec, parce que le prochain siècle sera le siècle qui appartient aux Québécois », dit-il, reprenant une déclaration du premier ministre canadien Wilfrid Laurier, qui au tournant du siècle avait eu la même phrase pour décrire... le Canada, un nom que M. Charest n'a prononcé qu'une fois hier, dans un discours de près d'une demi-heure.

En soirée, de passage dans le comté de Kamouraska, devant l'impasse des négociations à l'hôpital de Jonquière, M. Charest a demandé aux médecins de suspendre les moyens de pression qu'ils envisagent, promettant qu'un gouvernement libéral réglerait le dossier « équitablement ».

Ni amère ni coupable ni démolie !

NI AMÈRE / *Suite de la page A1*

Aucune trace d'amertume sur son visage mais surtout aucun signe qu'elle se sente coupable d'avoir trahi son parti comme il le lui fut reproché.

« Si j'étais une traître ou une opportuniste, je l'aurais été pendant les 25 ans où j'ai milité au RCM. Tout le monde sait que ce n'est pas le cas. Le fait est que je n'avais pas d'autre choix que de quitter un parti borné et déconnecté qui refusait le changement et qui a divisé le vote et fait en sorte qu'on se retrouve aujourd'hui avec un maire dont personne ne veut. »

Daviau blâme aussi Jean Doré qui s'est branché trop tard et qui n'a pas compris que sa carrière politique était finie. Quant à Michel Prescott, elle ne le porte pas dans son coeur. Elle se fait même un plaisir de casser du sucre sur le dos du nouveau chef de l'opposition à la première occasion.

« Pendant la campagne au leadership du RCM, il a tout fait pour me salir. Quand j'ai été élue chef, il a refusé de se rallier. Sa bande était amère et ne cherchait qu'à me nuire. Pour mon équipe et pour moi c'était foutu, ça ne servait plus à rien de continuer dans ces conditions-là. »

Daviau est convaincue que Prescott ne fera pas de miracles dans l'opposition. « Il est foncièrement paresseux et ne connaît pas ses dossiers, clame-t-elle. Il n'assistait pratiquement jamais à nos réunions. En plus, il était cheap. Quand il tenait une information importante pour l'exécutif du parti, il refusait de nous la donner sous prétexte qu'on s'en servirait sans lui accorder le crédit. »

Son jugement sur Pierre Bourque n'est guère plus flatteur. Piètre négociateur, mauvais administrateur, désorganisé, cafouilleux, elle ne concède au maire qu'une seule qualité: son haut quotient émotif, un mélange de chaleur humaine, d'émotivité et de talent inné pour les contacts humains sur les trottoirs.

« Les Montréalais votent avec leur coeur, pas avec leur tête. C'est un électorat émotif qui n'est malheureusement pas assez sensible aux grands enjeux. Tant qu'on n'augmente pas leurs taxes et qu'on leur donne des services, ça va. Or moi, je continue de croire que les Montréalais méritent un maire qui ait à la fois un coeur et une tête. Un jour ils l'auront. »

Pas besoin de la cuisiner longtemps pour savoir que dans son esprit, cet homme c'est Jacques Duchesneau, qu'elle tient pour un saint homme, victime de préjugés et à qui elle ne reproche rien sinon d'avoir manqué de temps. Qu'il ait été chef de la police ne la dérange nullement.

Au contraire. Selon Daviau, le chef de la police est avant tout un type qui sait gérer un budget de 450 millions.

Aussi dès juillet, s'est-elle discrètement mise au service de celui qu'elle appelle affectueusement Jacques.

« Il n'était pas question que je me pointe à la centrale de Jacques, sinon je serais à nouveau devenue la tête de turc des médias. Je me suis contentée d'aider ses candidats dans mon quartier et croyez-le ou non, je n'ai jamais senti de rancoeur de la part des gens. La plupart trouvaient que j'avais bien fait. »

Deux semaines avant les élections, Thérèse Daviau n'en pouvait plus de se cacher. Elle a déménagé à la centrale de Duchesneau.

« J'avais besoin de me retrouver au centre de l'action. J'ai fait toutes les élections municipales depuis 25 ans, il fallait que je sois où ça se passe. »

Elle en a profité pour accoucher d'un plan de transition commandé par le chef au cas où Nouveau Montréal prendrait le pouvoir. Elle s'apprête maintenant à proposer qu'un des trois élus de Nouveau Montréal se désiste à la faveur du chef. Ce dernier pourrait, comme jadis Jean Doré, se faire élire à des élections partielles et se retrouver à l'hôtel de ville.

Pour sa part, Thérèse Daviau est soulagée de ne pas avoir à siéger.

« Je pleurerais si ce matin, je me retrouvais dans l'opposition contre Pierre Bourque. Parce que Bourque à l'hôtel de ville, c'est l'horreur. Il est teflon. Il ne fait jamais de débat de fond. Il est insaisissable. C'est comme essayer d'attraper une anguille, ça glisse des mains. C'est désespérant. »

En attendant des jours meilleurs, Thérèse Daviau est à la recherche d'un emploi dans les relations publiques. L'ennui c'est que la politique la passionne encore, beaucoup, énormément. Et qu'il suffirait de presque rien pour que le naturel revienne au galop.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **312**
à quatre chiffres : **6772**

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30;
■ à Montréal: Hôpital Général Juif, auditorium, 5760, chemin Côte Sainte-Catherine, de 10 h à 16 h 30. Objectif: 125 donneurs;
■ à Maskinongé: centre communautaire, 11, rue Marcel, de 15 h à 20 h. Objectif: 125 donneurs;
■ à Saint-Louis-de-France: centre communautaire, 100, avenue de la Mairie, de 14 h à 20 h. Objectif: 150 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



... Et les fournisseurs!

■ Il faut prévoir une vague de fusions et d'alliances stratégiques chez les fournisseurs, au lendemain de l'annonce des projets de Loblaws-Provigo et Sobeys-Oshawa (IGA). Ils ne sautent pas de joie. Mais condamnés au changement, tous se retroussent les manches pour innover et relever le défi. Les fournisseurs du Québec en ont vu d'autres toutefois et n'ont pas attendu d'être placés devant le fait accompli pour faire preuve d'imagination. Laurier Cloutier nous explique pourquoi, demain, dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Appréhendez-vous des pannes de courant cet hiver?

Le juge Boilard a décidé de séquestrer les 12 jurés chargés de juger Maurice Mom Boucher pendant toute la durée du procès. Est-ce une bonne idée
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 62 %
Non: 38 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

MICRO EXPO
La plus grande exposition / vente d'informatique au Québec
Place Bonaventure
13 au 15 novembre
Très grand choix
Les meilleurs prix
ENTRÉE GRATUITE
Ven. ..... 10 h - 21 h
Sam. / dim. ...10 h - 18 h
2699990-D

Actualités

L'EXPRESS DU MATIN



Jeune téméraire happé par un train

■ Une partie de « frisbee » que se disputaient un groupe de jeunes le long de la voie ferrée à Lennoxville, hier matin, s'est terminé tragiquement quand l'un des fêtards a été heurté par un train, subissant de graves blessures dont une fracture du crâne. L'incident s'est produit en plein centre de Lennoxville, alors que sept ou huit jeunes, vraisemblablement des étudiants, s'amusaient le long de la voie ferrée vers 4 h hier matin. La victime, un Ontarien de 22 ans, aurait toutefois voulu braver le train. Le convoi d'une soixantaine de wagons a mis quelque 200 mètres pour s'arrêter et les secours de sont vite organisés.

Paniers de Noël

■ Pour une sixième année consécutive, les scouts du Grand-Montréal se sont mobilisés samedi, afin de recueillir des denrées non périssables et de l'argent pour que l'organisme de charité Jeunesse au Soleil puisse confectionner et distribuer des paniers de Noël aux plus démunis de la société. Pas moins de 5000 boîtes de conserves et une somme d'argent encore indéterminée ont été amassées par les jeunes qui ont fait du porte-à-porte. Par ailleurs, La communauté Sikh de Montréal a elle aussi fait sa part en donnant à Jeunesse au Soleil 15 000 boîtes de conserves. À cinq semaines du début de la distribution des paniers de Noël, l'organisme cherche désespérément des dons, puisque cette année il ne pourra compter sur la collecte habituelle des policiers de la CUM. Toute donation peut être faite à Jeunesse au Soleil au 4251 rue Saint-Urbain.

Manif en faveur des sans-papiers

■ Des manifestants ont brûlé samedi des effigies de la ministre de l'Immigration, Lucienne Robillard et de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet lors d'une manifestation d'appui aux sans-papiers qui a pris naissance au parc Nelson-Mandela, dans le quartier Côte-des-Neiges. Ils estiment que la réforme de l'immigration aggravera la tendance de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié à multiplier les ordres d'expulsion contre des gens qui se disent victimes de torture dans leur pays d'origine.

Chauffard hystérique

■ Un chauffard en état d'ébriété a entraîné plusieurs autopatrouilles de la région de Québec dans une poursuite effrenée, dans la nuit de dimanche, après avoir heurté un policier dans sa fuite. Vers 1 h 30, les policiers ont été appelés à se rendre à Charlesbourg en raison d'une querelle entre un homme et une femme. À leur arrivée, ils ont constaté que l'individu se trouvait au volant de sa voiture et semblait agressif et en état d'ébriété. Un policier l'a sommé de sortir de son véhicule mais le conducteur, un homme de 40 ans, de Québec, a démarré en trombe, blessant le policier à un genou. La poursuite s'est aussitôt engagée. Selon les renseignements fournis par la police, le chauffard roulait à des pointes de 170 km/h, en zigzaguant allègrement sur l'autoroute. Puis, le fuyard a traversé deux fois le terre-plein central en espérant semer ses poursuivants, une manoeuvre qui a toutefois fait éclater les pneus du côté droit de sa grosse Mercury Marquis 1984. C'est finalement après avoir embouti l'arrière d'une autopatrouille de la Sûreté du Québec, appelée en renfort, que le chauffard a dû s'immobiliser. Non sans mal, les policiers ont maîtrisé le suspect qui était hystérique, selon un officier. Plus d'une heure après le début de l'incident, le suspect a échoué le test de l'ivressomètre à deux reprises, affichant des taux d'alcoolémie de 150 et de 140 mg, soit presque le double de la limite permise. Le suspect comparaîtra aujourd'hui pour répondre à des accusations de délit de fuite, conduite avec facultés affaiblies, conduite dangereuse et bris de probation.

Les profs en grève pour l'équité

Les syndiqués de la CEQ débraieront le 18 novembre

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les enseignants des commissions scolaires et des cégeps affiliés à la Centrale de l'enseignement du Québec déclencheront une journée de grève le 18 novembre dans le but d'accélérer les négociations avec le Conseil du trésor dans le dossier de l'équité salariale.

Ils ont pris cette décision tout en sachant que la question ne sera pas réglée pendant la campagne électorale, libéraux et péquistes ayant fait savoir qu'ils ne préciseront pas leurs intentions sur l'équité salariale avant les élections.

« Nous voulons lancer un message clair trois jours avant la date où le gouvernement déposera son rapport à la commission de l'équité salariale. Il ne peut pas déposer un rapport dans lequel il laisserait entendre que le dossier est réglé pour les enseignants », a indiqué hier en conférence de presse la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé. Peu importe le parti qui sera élu, il devra se sentir lié par la loi sur l'équité salariale adoptée à l'unanimité il y a deux ans et régler avec diligence le dossier des enseignants, a-t-elle expliqué.

Selon la centrale, le corps enseignant est le groupe le plus important à ne pas avoir encore fait l'objet d'un redressement. Ce serait aussi le premier à connaître un règlement en vertu de la nouvelle loi. « C'est vraiment un test pour la loi pour s'assurer qu'elle n'est pas une coquille vide », qu'elle permettra l'atteinte de l'équité pour les femmes travaillant dans le secteur public, parapublic et privé.

Histoire de bien faire sentir la détermination des enseignants, mais aussi d'autres travailleurs, deux autobus « de l'équité salariale » suivront cette semaine pendant une journée les chefs péquiste et libéral dans leurs tournées électorales. D'autres moyens de pression sont également envisagés.

Au cours des dernières semaines, 39 des 45 syndicats des commissions scolaires francophones se sont prononcés en faveur de la « journée d'étude », la première depuis 1989. 36 ont voté en faveur et les trois autres ont accepté de se rallier.

Les 9 syndicats locaux de l'Association provinciale des enseignants du Québec (commissions scolaires anglophones), appuient également la démarche, tout comme cinq des six cégeps affiliés à la CEQ. Le sixième, le cégep Bois-de-Boulogne, a voté contre, mais pourrait tenir un vote de ralliement.

De même, les syndicats du primaire et du secondaire qui ont rejeté la journée de grève pourraient consulter à nouveau leurs membres cette semaine. Les écoles resteront ouvertes là où les syndicats n'obtiendront pas de vote de ralliement. Le portrait final sera connu à la fin de la semaine.

Chose certaine, il n'y aura pas d'école pour les élèves de la plupart des écoles primaires et secondaires publiques, la CEQ représentant la majorité des enseignants des commissions scolaires, là où les femmes sont majoritaires.

Toutefois, la présidente de la CEQ a assuré hier que les piqueteurs n'empêcheront pas les employés des services de garde de se rendre au travail. Elle demande d'ailleurs aux directions d'école de maintenir le service de garde ce jour-là. Tout sera fait pour que les parents sachent quelles seront les commissions scolaires où il n'y aura pas de cours, assure la CEQ.

Les demandes de la CEQ en matière d'équité salariale ont été critiquées le mois dernier par le président de la CSN, Gérald Larose, qui estime qu'elles banalisent l'importance du critère de la scolarité dans la rémunération.

L'importance qui est accordée à la scolarité dans la rémunération des enseignants est discriminatoire, a répété hier Mme Pagé. « Le salaire est là pour payer ce qui se fait, non pas les caractéristiques individuelles. » Si le gouvernement se rangeait à ses arguments, « la scolarité resterait un élément permettant d'accéder plus rapidement au maximum de l'échelle ».



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Lorraine Pagé

La CSN a choisi elle aussi la date du 18 novembre pour faire le bilan de l'application de la nouvelle loi, dans les secteurs privé et public. Tous les employeurs qui estiment avoir rempli les obligations de la Loi de l'équité salariale doivent d'ailleurs déposer leur rapport le 21 novembre. 100 000 personnes occupant 74 fonctions dans le secteur public sont touchées par ces discussions. « Il n'y a pas que les enseignants », précise Maroussia Kishka, du service de l'information de la CSN.



PHOTO MAURICE THIBODEAU, *collaboration spéciale*

Une fillette de deux ans, a perdu la vie hier après-midi sur l'autoroute 40 après avoir été éjectée avec son siège d'enfant de l'automobile conduite par l'ami de sa mère.

Cinq morts sur les routes

La Presse et PC

Au moins cinq personnes ont perdu la vie dans des accidents de la route en fin de semaine au Québec.

Une fillette de 2 ans, **Sharly Perreault**, d'Anjou, péri hier après-midi sur l'autoroute 40 à la hauteur de Berthier, après avoir été éjectée avec son siège d'enfant de l'automobile conduite par l'ami de sa mère.

Pour une raison inconnue, le véhicule a soudainement frappé la glissière de sécurité, puis a capoté. Le conducteur, un homme de 20 ans, a été grièvement blessé.

Une enquête a été instituée par la Sûreté du Québec afin de déterminer comment l'accident s'est produit et également afin de vérifier que le siège d'appoint était conforme aux normes de sécurité et bien amarré au véhicule.

Par ailleurs, deux hommes de Saint-Nicéphore ont péri, vers 3 h 35 dimanche matin, quand leur véhicule a heurté un ponceau sur le Rang 7, à Saint-Germain, dans le secteur de Drummondville. Selon la police, le véhicule a pris feu après l'impact et l'identité des deux hommes de 34 et 45 ans devra être confirmée par l'étude de leurs fiches dentaires.

Pierre Larivière, 59 ans, de Sainte-Catherine, a perdu la vie, vers 2 h 15, dimanche matin, après avoir perdu la maîtrise de son véhicule, qui a terminé sa course contre une bordure de ciment. L'accident est survenu sur la route 132, à Sainte-Catherine.

L'alcool serait par ailleurs en cause dans un accident qui a coûté la vie à **Francine Ouellet**, 31 ans, de Saint-Alexandre-de-Kamouraska. La femme a été heurtée par un véhicule, vers 18 h, samedi, alors qu'elle s'apprêtait à traverser la route 289.L'automobiliste, un résidant de Québec, a pris la fuite après l'accident. Il a été arrêté à un barrage et devra comparaître aujourd'hui au palais de justice de Rivière-du-Loup, sous des accusations d'avoir causé la mort d'une piétonne alors qu'il conduisait en état d'ébriété et de délit de fuite.

Avocate coupable d'avoir coulé son ex-client

CHRISTIANE DESJARDINS

Me Anca Olariu, une avocate spécialisée en droit de l'immigration, a été reconnue coupable de manquements à sa profession par le Barreau du Québec.

L'avocate a réussi à faire expulser du Canada un ex-client, Constantin Toader, d'origine roumaine, qui avait obtenu le statut de réfugié, alors qu'au départ, c'est elle qui l'avait représenté pour qu'il obtienne ce statut.

Ce revirement de situation est inadmissible pour le Barreau. « L'intimée est avocate, elle représente M. Toader pour qu'il obtienne le statut de réfugié ; par la suite, son mandat lui est retiré. Il ne revient pas à elle de faire une croisade contre son ex-client pour démontrer qu'il aurait menti, surtout que l'on parle du même dossier dans lequel elle représentait Toader », écrit le Comité de discipline du Barreau, dans une décision rendue en septembre dernier. Le 5 novembre, après les représentations sur sanction, le Comité a pris l'affaire en délibéré pour décider de la sentence à imposer à Me Olariu.

Toute l'affaire remonte à 1992. Le 29 octobre de cette année là, Constantin Toader, 31 ans, arrive par bateau dans le port de Montréal, et il revendique le statut de réfugié. Me Anca Olariu, elle aussi d'origine roumaine, prend la cause en main dès novembre. C'est elle qui remplit la Fiche de renseignements personnels (FRP) qui doit être versée au dossier, et elle représente Toader dans toutes ses démarches.

Dans son FRP, il est noté que Toader a été emprisonné pour ses activités politiques, et qu'il a eu des problèmes en raison de son homosexualité, qui est considéré comme un crime là-bas.

Puis, en mars 1994, apparemment sans raison, Toader laisse tomber l'avocate pour en prendre un autre. Entre-temps, il est incarcéré pour des petits vols, mais en novembre 1994, il obtient malgré tout son statut de réfugié.

Quand Me Olariu l'apprend, elle veut savoir comment celui-ci a obtenu son statut, et elle se fait remettre les transcriptions des auditions à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Elle entend alors qu'on l'a accusée en pleine commission d'avoir poussé Toader à voler pour lui payer ses honoraires.

Voulant, affirme-t-elle, « laver sa réputation », Me Olariu commence à faire des pressions pour faire rouvrir le dossier de Toader à la Commission de l'immigration. Elle allègue que Toader a menti dans sa Fiche de renseignements personnels... qu'elle a elle-même remplie, et elle soutient que Toader est un voleur notoire et un menteur.

Me Olariu réussit finalement à faire rouvrir le dossier et, le 18 mars dernier, Constantin Toader reprenait le chemin de la Roumanie, solidement escorté par les agents d'immigration, avec un aller simple en poche. Son statut de réfugié lui a été retiré.

Dans son jugement, le Comité de discipline note que Me Olariu s'est tout d'abord montrée fort complaisante dans la rédaction du FRP de Toader, quand il est arrivé au Canada. « Il semble que tous connaissaient le passé criminel de celui-ci. Même le mari de Me Olariu, qui connaissait Toader depuis la Roumanie, a admis qu'il était un pickpocket notoire. Comment pouvait-elle l'ignorer », demande la Commission ?

« C'est elle-même qui a rempli au complet la FRP et elle se permet par la suite de relever, dans le but de nuire à son ex-client, les contradictions qui y apparaissent. Il semble que dans cette affaire, l'intimée a perdu l'objectivité essentielle à la pratique de sa profession et qu'elle a engagé un débat de nature personnelle avec son ex-client », conclut le Comité, avant de reconnaître Me Olariu coupable de huit des neufs infractions qui lui étaient reprochées, soit une pour chaque démarche qu'elle a effectuée pour faire rouvrir le dossier de Toader.

Les Jeux de Montréal parmi les plus rentables

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

Les Jeux olympiques d'été tenus depuis 25 ans ont presque toujours été très rentables pour les villes hôtes, autant d'un point de vue strictement financier que pour l'économie en général. C'est la thèse qu'est venue soutenir à Montréal l'économiste allemand Holger Preuss, qui a passé les cinq dernières années à dresser un bilan détaillé des Jeux tenus à Munich, Montréal, Los Angeles, Séoul, Barcelone et Atlanta.

« Les Jeux sont bénéfiques, même dans les cas où l'organisation enregistre un déficit de quelques centaines de millions, a expliqué M. Preuss au cours d'une interview à *La Presse*. Qu'est-ce qu'un déficit de 200 millions si votre économie reçoit 1,8 milliard en investissements ? Supposons que vous avez 1000 $ en banque. On vous offre une Mercedes pour 3000 $. Allez vous refuser une voiture de 60 000 $ parce que votre compte tomberait dans le rouge de 2000 ? »

Au cours des années et selon les villes, les coûts et bénéfices des Jeux ont été calculés suivant différentes méthodes. Preuss a dû recalculer ces bilans pour les rendre comparables. Cela lui a permis de découvrir que les Jeux de Montréal ont été parmi les plus rentables des deux dernières décennies, si l'on exclut les investissements. La tenue des Jeux de Montréal a en effet permis de dégager un bénéfice de 537 millions (en dollars US de 1995), une performance supérieure aux Jeux de Barcelone et d'Atlanta, et comparable à ceux de Munich et Los Angeles.

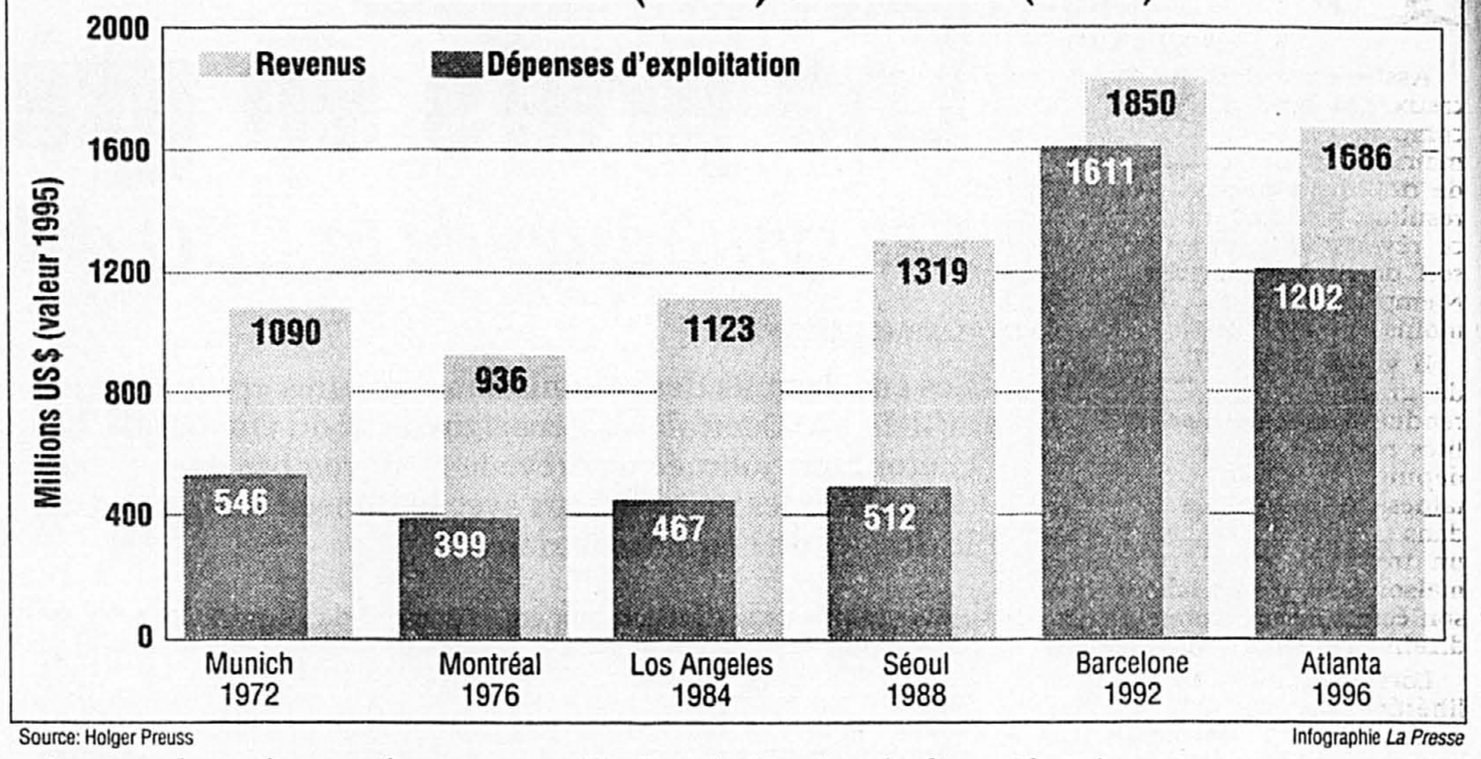
Pour le professeur de l'Université de Mainz, près de Francfort, on ne peut inclure les coûts de construction des infrastructures et des équipements sportifs dans le bilan des Jeux, puisque ces dépenses sont amorties sur plusieurs années. En outre, les installations répondent souvent à des besoins existant avant la tenue des Jeux, et profitent à la ville hôte bien longtemps après.

D'où la règle d'or suivante : « Les Jeux olympiques mènent à un surendettement seulement si les équipements sportifs et les infrastructures routières sont pratiquement inexistants et qu'il n'y a pas de besoins pour de telles installations au lendemain des Jeux. »

Un principe, de toute évidence, que n'a pas respecté Montréal, dont le bilan investissements compris, un déficit de 1,2 milliard, est de loin le pire de tous les Jeux étudiés. « Les dépenses d'exploitation des Jeux de Montréal ont été très basses par rapport aux autres Jeux, souligne Holger Preuss. Mais si les équipements construits l'ont été seulement pour les Olympiques, alors ce fut une erreur de tenir les Jeux à Montréal. »

De ce point de vue, la métropole québécoise est l'exception qui confirme la règle. Depuis les Jeux de Los Angeles, les comités organisateurs ont toujours enregistré un profit de quelques centaines de millions, même en tenant compte des immobilisations.

Revenus et dépenses d'exploitation des comités organisateurs des Jeux olympiques de Munich (1972) à Atlanta (1996)



Source: Holger Preuss

Infographie *La Presse*

Au cours de sa récente présentation à l'Université McGill, M. Preuss a montré que les Jeux génèrent des impacts économiques substantiels, et ce à long terme. Sur une période de 40 ans, les Olympiques auraient créé plus de 900 emplois par an à Montréal, 715 à Los Angeles et 580 à Munich. Par ailleurs, les Jeux n'entraînent pas de hausse du coût de la vie ou des loyers dans la ville hôte.

Holger Preuss estime qu'autant les partisans que les adversaires de la tenue de Jeux olympiques dans une ville donnée devraient étudier la question plus sérieusement avant d'avancer des arguments à l'emporte-pièce, comme ils le font souvent. « Plusieurs adversaires des Olympiques n'envisagent que les éventuels impacts économiques négatifs et négligent les occasions que pourrait offrir l'événement à leur ville, soutient Preuss. Par contre, il est également évident que les arguments des adversaires des Jeux ne sont pas toujours injustifiés, puisque toutes les villes n'ont pas ce qu'il faut pour accueillir les Olympiques. »

Y a-t-il dans tout cela une leçon pour les promoteurs des Jeux d'hiver à Québec ? Les mêmes principes s'appliquent, selon l'économiste. Mais les Jeux d'hiver sont beaucoup moins rentables que leurs frères estivaux. « Beaucoup des installations sportives exigées pour les Jeux d'hiver ne servent à rien par la suite, explique Holger Preuss. Lillehammer a hérité de trois immenses gymnases, dont chacun peut contenir la population de la ville entière ! »

Pour une chanson

Tercel CE plus 1999
199 $ par mois / location 48 mois [1]
0 $ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

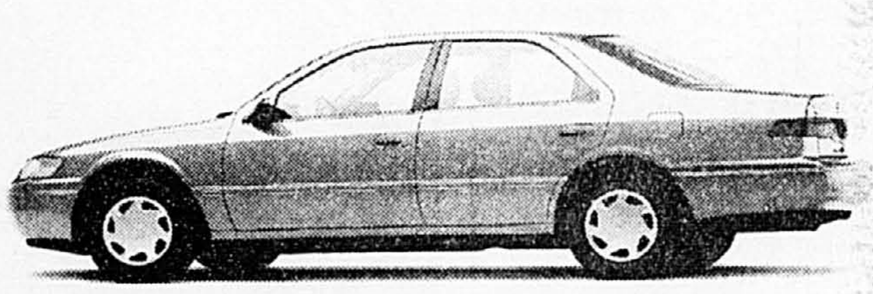


Financement à l'achat
4,8 % jusqu'à 60 mois

- Radiocassette AM-FM stéréo
- 5 vitesses à surmultipliée
- Enjoliveurs complets
- Banquette arrière rabattable (60/40)
- Réservoir, coffre et rétroviseurs télécommandés
- Coussin gonflable côté conducteur
- Essuie-glaces intermittents
- Tapis et garniture de coffre
- Moulures latérales
- Montre numérique



Camry CE plus 1999
299 $ par mois / location 48 mois [2]
1950 $ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



COMPTANT**	MENSUALITÉS
0 $	345 $
1 950 $	299 $
2 500 $	286 $

- Transmission automatique 4 rapports
- Radio AM-FM avec lecteur de disques compacts
- Climatiseur
- Glaces et verrous de portières assistés
- Rétroviseurs de couleur assortie à télécommande assistée
- Régulateur de vitesse
- Dispositif « oubli de clé »
- Et bien plus...

CRÉDIT TOYOTA Programmes de location au détail de Toyota Canada Inc. **sur approbation de crédit par Crédit Toyota**. Immatriculation, assurances et taxes en sus. [1]Offre valable sur les modèles Tercel CE BC53LM-BA neufs en inventaire, loués au plus tard le 30 novembre 1998. Premier versement de 228,90 $ et dépôt de garantie de 250 $ exigibles au moment de la livraison. **Franchise de 96 000km** ; frais de 7¢/km excédentaire. [2]Offre valable sur les modèles Camry CE BG22KP-BA neufs en inventaire, loués au plus tard le 30 novembre 1998. Premier versement de 343,93 $ et dépôt de garantie de 350 $ exigibles au moment de la livraison. **Franchise de 96 000km** ; frais de 10¢/km excédentaire. *Offre de financement à l'achat de 4,8 % valable sur tous les modèles Tercel 1999. **Taxes en sus ou échange équivalent. Véhicules aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire TOYOTA

www.toyota.ca

Le service de qualité Toyota

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ

BOUCHERVILLE Toyota Duval 655-2350
BROSSARD Brossard Toyota 445-0577
CANDIAC Candiac Toyota 659-6511
CHAMBLY Chambly Toyota 658-4334
CHÂTEAUGUAY Châteauguay Toyota 692-1200
GATINEAU Toyota Gatineau 568-0066
HULL Vila Toyota 776-0077
ÎLE PERROT Île Perrot Toyota 453-2510
JOLIETTE Joliette Toyota 759-3449
LACHINE Spinelli Lexus Toyota 634-7171
LACHUTE Lachute Toyota 562-6662
LAVAL Chomedey Toyota 687-2634
LAVAL Vimont Lexus Toyota 668-2710
LONGUEUIL Longueuil Toyota 674-7474
MONT-LAURIER Claude Auto 623-3511
MONTRÉAL Alix Toyota 376-9191
MONTRÉAL Chassé Toyota 527-3411
MONTRÉAL Houle Toyota 351-5010
MONTRÉAL Lexus Toyota Gabriel 748-7777
MONTRÉAL Toyota Centre-Ville 935-6354
MONTRÉAL Toyota Pie IX 329-0909
POINTE-CLAIRE Fairview Toyota 694-1510
REPENTIGNY Repentigny Toyota 581-3540
ST-EUSTACHE Toyota St-Eustache 473-1872
ST-HYACINTHE Angers Toyota 774-9191
ST-JEAN Déry Toyota 359-9000
ST-JÉRÔME Toyota St-Jérôme 438-1255
ST-LÉONARD St-Léonard Toyota 252-1373
STE-AGATHE Toyota A Ste-Agathe 326-1044
STE-THÉRÈSE Blainville Toyota 435-3685
SHAWINIGAN Mauricie Toyota 539-8393
SOREL Automobile Pierre Lefebvre 742-4596
TERREBONNE Automobiles L.G. Léveillé 471-4117
THURSO Auger & Frères 985-2218
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Toyota 374-5323
VALLEYFIELD G. Couillard Automobiles 373-0850
VERDUN Woodland Toyota 761-3444

PEA PROTECTION EXTRA-ATTENTIVE

La chambre de Sandrine

D'un ton sans appel, la jeune fille — appelons-la Émilie — m'annonce sa conclusion : « Un jour, un idiot a dit qu'on était maître de sa destinée. Il ne savait pas de quoi il parlait. »

Assise en tailleur sur son lit, un cahier au creux des genoux, l'adolescente de 14 ans complète ses devoirs en vue des cours de demain. Étudiante en secondaire III, elle rêve de devenir astrophysicienne. Ses excellents résultats scolaires lui permettent d'entretenir ce rêve. Émilie s'exprime avec clarté et sa soif de connaissances ne fait aucun doute. N'empêche que si elle en savait un peu moins sur la vie, cela ne la tourmenterait pas.

Il y a cinq ans, la mère d'Émilie a connu de graves problèmes personnels, qui l'ont rendue incapable d'assumer ses responsabilités maternelles. Le papa, lui, était disparu depuis longtemps. Émilie, comme des centaines de jeunes Montréalais, a été placée dans une famille d'accueil. Elle ne garde pas un très bon souvenir de cette époque. La maison, située en banlieue, était éloignée de son école. Et elle devait la partager avec une dizaine d'enfants dans la même situation.

Lorsque Émilie a eu 11 ans, une place s'est libérée dans une aute famille, habitant au coeur de la ville. Ce jour-là, elle a emménagé dans la chambre d'une fille de son âge, au coeur généreux. Pour les besoins de cette histoire, et afin de préserver la vie privée de tous, on la surnommera Sandrine.

Aujourd'hui, deux fillettes de 11 et 8 ans, également en famille d'accueil, dorment aussi dans cette petite pièce chaleureuse, où chaque centimètre d'espace est utilisé. L'ordinateur, par exemple, semble suspendu entre les lits superposés.

« Mes parents, je les trouve bons d'accueillir tous ces enfants, m'explique Sandrine. C'est sûr qu'ils se font payer. Mais maman s'occupe de tout : les repas, la lessive, les devoirs, les sorties... Moi, j'ai appris la patience. Ma vie est belle. Je sais maintenant que celle des autres ne l'est pas toujours. »



Philippe CANTIN

Il y a huit ans, les parents de Sandrine ont décidé pour la première fois de recevoir un enfant en difficulté. Ils en avaient pourtant déjà trois bien à eux.

« Je pensais que ça leur ferait des compagnons », explique la maman, qui a vite réalisé à quel point les choses n'étaient pas si simples. Les gamins placés en famille d'accueil ont habituellement été mis en contact avec de dures réalités : dépression, drogue, violence, prostitution... Ils furent victimes de négligence ou de rejet affectif.

Au fil du temps, les parents de Sandrine accueillirent une deuxième fillette, puis une troisième. Mais toujours en prenant soin d'en parler à leur fille, qui devait accepter de partager sa chambre. Pour une adolescente, le sacrifice n'est pas banal.

« Je me souviens de l'une d'elles, qui n'est plus avec nous aujourd'hui, dit Sandrine. Elle m'a raconté que ses parents la frappaient lorsqu'ils étaient saouls. J'ai de la misère à comprendre que des parents agissent ainsi. Une autre, âgée d'à peine 11 ans, devait s'occuper de ses repas en retournant chez elle le week-end. Moi, je n'ai même pas encore la clé de chez-nous... »

Chez les parents de Sandrine, l'ambiance n'est cependant pas à l'apitoiement. Les enfants sont encadrés et encouragés à profiter des beautés de la vie. Dans cette maison, on s'appuie les uns les autres, on rit beaucoup, on mange bien et on participe à des activités. L'oisiveté ne fait pas partie des habitudes.

« Les filles ne doivent pas s'attrister sur leur sort, explique la mère de Sandrine. Elles vivent aussi des moments heureux. Il faut les stimuler, leur apprendre la concentration. Si elles ignorent la signification d'un mot en faisant leurs devoirs, c'est à elles de fouiller dans le dictionnaire. »

Dans un monde idéal, les enfants placés en famille d'accueil retourneront vivre avec leurs parents naturels lorsque ceux-ci pourront de nouveau en prendre soin. Hélas ! le gouffre est profond entre ce noble objectif et la réalité.

Au Centre Jeunesse de Montréal, l'organisme chapeautant les familles d'accueil, les responsables sont confrontés chaque semaine à des cas pathétiques. Comme celui de cet enfant placé après que son père eut assassiné sa mère. D'autres se retrouvent en famille d'accueil parce que leur maman est incapable de les protéger des assauts sexuels de leur conjoint. Parfois, une adolescente enceinte cherche aussi refuge. Le couple qui l'accueillera devra également s'occuper du nouveau-né.

Des familles d'accueil, les Centres Jeunesse de tout le Québec en ont toujours besoin. Dans des journaux, on trouve parfois de petits textes « proposant » un enfant.

Tenez, celui-ci, dans un quotidien de Québec, au printemps dernier : « Âgée de 9 ans, cette fillette possède de belles qualités et un bon potentiel. Toutefois, sa peur du rejet porte ombrage à ses qualités en lui faisant adopter des comportements inadéquats. Isabelle peut-elle espérer faire partie de vos projets en se trouvant une famille d'accueil ? »

Émilie, cette jeune fille dont je vous parlais plus haut, ne croit pas qu'on puisse être maître de sa destinée. Elle a peut-être raison. Mais curieusement, elle s'emploie fort à démontrer le contraire.

« Moi, je ne veux pas finir sur le BS, dit-elle, un éclair au fond des yeux. À l'école, je ne suis pas le maillot jaune, mais je me maintiens dans le peloton de tête. Je veux faire quelqu'un de moi. »

Ce matin, Émilie est en route vers son école. Sandrine aussi. Deux adolescentes semblables à des milliers d'autres dans le métro de Montréal, réunies par le seul hasard de la vie. Et chacune d'elles plus riche d'avoir rencontré l'autre.

■■■

CARREFOUR — De petites choses encouragent souvent le cynisme des citoyens face à l'administration publique. Prenez le cas de la sortie nord du métro Laurier, rénovée cet été. Les habitués croyaient bien que l'horloge surplombant le haut de l'escalier mobile serait réparée après une panne de plusieurs mois. Eh bien non ! Dans un budget de 1,4 million, il semble qu'on n'a pas trouvé l'argent pour ce détail...

philippe.cantin@lapresse.ca

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 98-11-07

14 27 31 38 45 47

Numéro complémentaire: 44

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 207 901,80 $
5/6+	4	165 592,60 $
5/6	248	2 136,60 $
4/6	16 564	61,30 $
3/6	278 747	10,00 $

Ventes totales: 16 007 275 $
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 98-11-07

12 16 27 31 38 49

Numéro complémentaire: 44

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	24	500,00 $
4/6	1 261	50,00 $
3/6	20 529	5,00 $

Ventes totales: 584 537,50 $

Banco — Tirage du 98-11-08

2 4 6 10 16
17 25 34 35 40
45 46 47 52 53
54 61 63 64 70

La Quotidienne — Tirage du 98-11-08

3 4
312 6772

Extra — Tirage du 98-11-07
NUMÉRO: 624632

Extra — Tirage du 98-11-08
NUMÉRO 887540

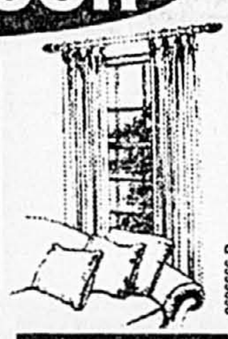
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

TAPIS DÉCOR



INVENTAIRE RABAIS jusqu'à 50% MEILLEUR PRIX GARANTI



TAPIS berbère, sisal, torsadé, saxony, velours, commercial PRÉLART sans cirage CARPETTES motifs, modernes, classiques, orientales

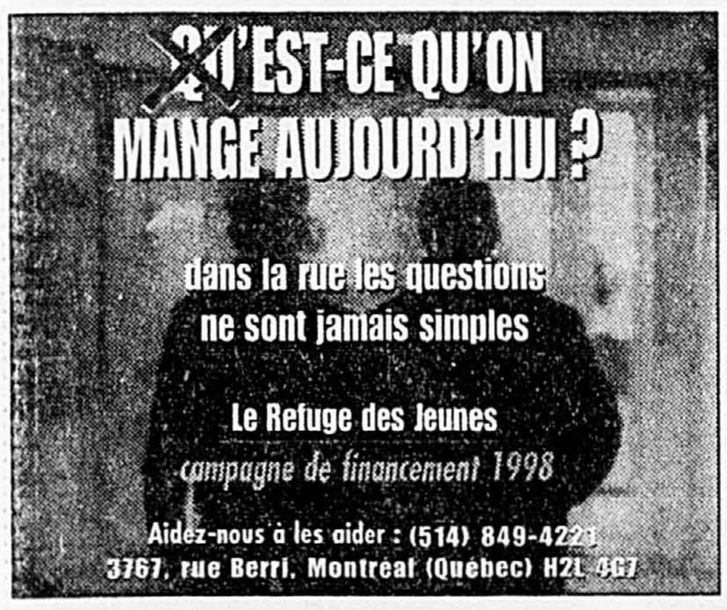


Claude Bouchard Propriétaire

RIDEAUX draperie, ens. douillettes, couvre-lits, STORES verticaux, horizontaux toiles/dentelles

3645, boul. St-Joseph Est, Montréal (514) 729-0891

POURQUOI QU'EST-CE QU'ON MANGE AUJOURD'HUI ?



dans la rue les questions ne sont jamais simples

Le Refuge des Jeunes
campagne de financement 1998

Aidez-nous à les aider : (514) 849-4221
3767, rue Berri, Montréal (Québec) H2L 4G7

VENTE IMPOSSIBLE TOYOTA

4 POINTS DE VENTE:
VIMONT LEXUS TOYOTA
ALIX TOYOTA
TOYOTA CENTRE-VILLE
TOYOTA DUVAL

0$* COMPTANT
TAUX RÉDUIT SUR TOUT NOTRE INVENTAIRE
RABAIS AUX DIPLÔMÉS
4 ÉQUIPES D'ESTIMATEURS SUR PLACE
LA MEILLEURE ALLOCATION D'ÉCHANGE POUR VOTRE VÉHICULE
FORCE DE FRAPPE TOYOTA Négociez le meilleur prix, grattez et obtenez en plus jusqu'à 1000$ de rabais instantané



IMPOSSIBLE 199$. PAR MOIS OU MOINS !
IMPOSSIBLE 244$. PAR MOIS OU MOINS !
IMPOSSIBLE 337$. PAR MOIS OU MOINS !

LA FORCE DE FRAPPE DE TOYOTA

* Sujet à l'approbation de crédit. Voir détails et conditions sur place.

RIVE-NORD — VIMONT LEXUS TOYOTA — 255 St-Martin E., Vimont, Laval — 668-2710
MONTRÉAL — ALIX TOYOTA — 6807 De Lorimier (près de Bélanger) — 376-9191
MONTRÉAL — TOYOTA CENTRE-VILLE — 1922 Ste-Catherine O., Centre-ville — 935-6354
RIVE-SUD — TOYOTA DUVAL — 1175 Ampère, Boucherville — 655-2350

2696320



Soyez solidaires et généreux!

Votre don se rendra aux populations sinistrées d'AMÉRIQUE CENTRALE grâce à nous.

CARDINAL LÉGER et ses Oeuvres — 130, av. de l'Épée, Outremont H2V 3T2 — 514-495-2409 ou 1-87-PAUVRETÉ
CECI — 180, rue Ste-Catherine Est, Montréal H2X 1K9 — 514-875-9911 ou 1-888-655-0055
DÉVELOPPEMENT ET PAIX — 5633, rue Sherbrooke Est, Montréal H1N 1A3 — 514-257-8711 ou 1-888-234-8533
OXFAM-QUÉBEC — 2330, rue Notre-Dame Ouest, Bureau 200, Montréal H3J 2Y2 — 514-937-1614 ou 1-888-693-2697
SUCO — 3680, rue Jeanne-Mance, Bureau 410, Montréal H2X 2K5 — 514-982-6622 ou 1-800-471-7826

2696432-D

Outremont retrouvera son théâtre en 1999

RAYMOND GERVAIS

C'est l'automne prochain que les citoyens d'Outremont reprendront possession de l'édifice patrimonial du Théâtre Outremont situé sur l'avenue Bernard, dont les travaux de restauration et de rénovation, destinés à le transformer en salle de spectacles, avaient été interrompus en mars 1996 en raison d'importants dépassements de coûts.

Une entente hors-cour est intervenue il y a une dizaine de jours entre la Ville et les deux consortiums de spécialistes impliqués dans la rénovation.

On se souviendra que la Ville avait stoppé les travaux à la suite d'une augmentation de 4 millions de dollars du coût initial des travaux.

La firme d'ingénieurs conseils Soprin et Soprin-Socon ainsi que la firme d'architectes Gagné, Lemieux, Saint-Louis, Jodoin, Lamarre, Pratte, avaient sous évalué le coût des travaux. Des 7,5 millions de dollars initialement prévus aux plans et devis, la facture était passée à 11,5 millions de dollars.

L'entente hors-cour, intervenue avec l'assureur représentant les deux consortiums, accorde 1,1 million à Outremont. Le gouvernement fédéral s'est déjà engagé, il y a un an, à injecter 1,5 million de dollars.

Le maire Jérôme Unterberg souhaite que Québec s'engage à faire lui aussi son bout de chemin.

« Nous avons entamer des négociations en ce sens avec le gouvernement québécois, mais il ne nous a pas encore donné son appui financier pour le moment. La différence sera comblée par la ville d'Outremont. »

M. Unterberg a expliqué que Québec devrait, tout comme Ottawa l'a fait, investir dans le Théâtre Outremont puisqu'il représente un des derniers vestiges des salles de cinéma des années 1920.

Cette salle sera utilisée pour produire des spectacles, tout en maintenant ses capacités cinématographiques.

Un contrat de gestion d'une durée de 10 ans est d'ailleurs prévu entre la Ville et la firme Spectra qui sera chargée de l'exploitation du théâtre. Spectra occupera le théâtre durant le tiers du temps, la Ville l'utilisera à des fins communautaires le reste du temps.

Le maire a précisé que la Ville ira en appel d'offres cet automne ou au début de l'hiver. Les travaux devraient reprendre au printemps pour se terminer à l'automne 1999. Il resterait de trois à quatre mois pour finaliser les plans et devis et six mois de construction.

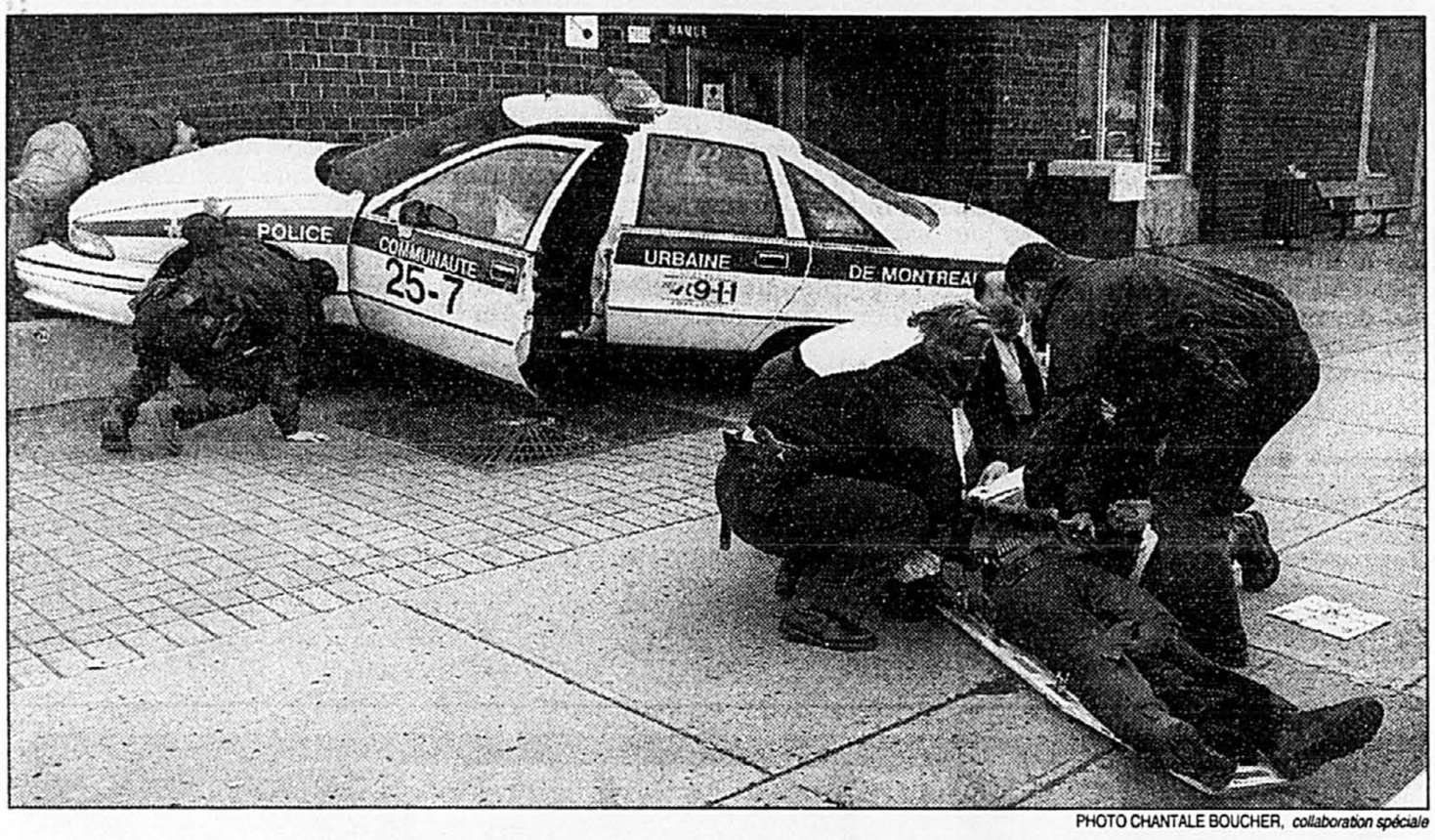


PHOTO CHANTALE BOUCHER, *collaboration spéciale*

Policiers blessés

Un policier de 36 ans de la Communauté urbaine de Montréal ainsi que sa consoeur de travail, une femme de 27 ans, ont été légèrement blessés hier matin, lorsque le policier qui était au volant d'un véhicule de patrouille a été pris d'un malaise soudain et a perdu momentanément conscience. L'automobile a alors fait une embardée sur le trottoir à l'intersection de la rue Jean-Talon et du boulevard Décarie, puis a terminé sa course contre le mur de la station de métro Namur. Aucun autre véhicule n'a été impliqué dans l'accident et personne n'a été heurté par le véhicule de police. Les deux agents ont été transportés à l'hôpital pour observation. La policière a reçu son congé en fin d'après-midi. Quant au policier, il a été gardé sous observation pour la nuit. Une porte-parole du SPCUM a indiqué que l'agent n'avait pas été victime d'un malaise cardiaque, mais que les médecins croient que son évanouissement est de nature virale. Le policier était fortement grippé.

Pas de progrès à l'Office municipal d'habitation

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les négociations avancent à pas de tortue à l'Office municipal d'habitation de Montréal où les 125 cols bleus poursuivent la grève illimitée entamée le 3 août dernier. De quoi donner raison au directeur du développement communautaire de l'Office, Robert Makrous, qui a déclaré le mois dernier qu'il ne s'attendait pas à ce que le conflit soit réglé avant Noël.

En présence d'un conciliateur, les parties se sont entendues jusqu'ici sur seulement cinq des 35 articles de la convention collective, rapporte la direction de l'Office, dans un communiqué où elle blâme le syndicat pour la lenteur des négociations.

L'OMHM soutient que le syndicat a demandé l'annulation des rencontres prévues le 30 octobre et le 2 novembre pour pouvoir réfléchir. « Il est difficile de comprendre la lenteur du syndicat à la table jusqu'à maintenant », note le directeur du service de la gestion des immeubles, Michel Perreault.

Le conseiller syndical de la section locale 301 du Syndicat canadien de la fonction publique-FTQ, Michel Fontaine, soutient que l'employeur déforme la réalité. « L'Office nous donnait les articles au compte-gouttes. On a demandé qu'il dépose la totalité des articles. » Et c'est le conciliateur qui a suggéré d'annuler les rencontres à venir pour permettre au syndicat d'étudier les blocs d'articles, dit-il.

De plus, selon lui, le syndicat était prêt à répondre au début de la semaine, mais l'employeur n'était plus disponible.

Le syndicat réclame la semaine de quatre jours, comme les cols bleus de la CUM, et une hausse salariale de 10 % sur cinq ans. S'il faut en croire M. Fontaine, la direction est « en récupération » sur à peu près toutes les clauses.

Le syndicat propose de maintenir des services pendant cinq jours avec deux équipes qui travaillant pendant quatre jours plutôt que cinq. « Ils ne veulent même pas en discuter », déplore M. Fontaine.

Les représentants de l'Office ont plus d'une fois invoqué qu'ils ne pouvaient offrir des conditions de travail semblables à celles des cols bleus de la CUM ou de Montréal parce que l'Office est financé en partie par Québec.

La semaine de quatre jours à la Communauté urbaine de Montréal a permis d'augmenter la productivité, réduire le budget de la sous-traitance et diminuer les accidents de travail, avance le conseiller syndical. Le syndicat sera prêt à répondre mercredi par écrit aux blocs de propositions déposés par l'employeur. Cinq rencontres sont prévues d'ici à la fin du mois.

Helen Fotopulos est ouverte à la collaboration

MARIE-CLAUDE GIRARD

Si elle n'a pas encore été approchée par le RCM qui souhaite la voir revenir dans ses rangs, la conseillère du district Mile-End, Helen Fotopulos, est déjà prête à collaborer avec certains conseillers de l'opposition.

Seule élue d'Équipe Montréal avec Sammy Forcillo, Mme Fotopulos a parlé cette semaine avec Marvin Rotrand, de la Coalition démocratique, et Michael Applebaum, de Nouveau Montréal. « On va évidemment collaborer, comme on a toujours fait », dit-elle.

Le chef d'Équipe Montréal, Jean Doré, n'est pas encore sorti de son mutisme. Pour sa part, Mme Fotopulos estime qu'il est trop tôt pour discuter de l'avenir d'Équipe Montréal. Le comité exécutif du parti, auquel elle ne participe pas, doit se réunir prochainement. Un conseil général réunira ensuite tous les membres ainsi que les candidats aux élections de dimanche dernier. Mais un sérieux bilan s'impose au cours des prochaines semaines, estime-t-elle.

« Il est clair que les gens ont pris une période de recul. C'est un coup assez dur. Les gens se donnent le temps. Il y a un avenir à planifier. »

Cela dit, Mme Fotopulos souligne qu'elle s'est jointe à Équipe Montréal parce qu'elle se retrouvait dans le programme et que le parti prônait une autonomie locale pour les conseillers. « Je ne suis pas liée par une ligne de parti. »

Sauf quelques exceptions, comme la conseillère du RCM dans Laurier, les conseillers de l'opposition ont été réélus sur leurs propres mérites, croit-elle.

Les deux élus du parti de Jean Doré pourront obtenir le remboursement de la moitié de leurs dépenses électorales. Les candidats Pierre Goyer et Martin Lemay seront aussi remboursés en partie, puisqu'ils ont obtenu 21,30 % et 27,36 % des votes. Pour le reste, la conseillère ne cache pas qu'Équipe Montréal éprouve des problèmes financiers. « Il faut trouver des solutions à tout ça. »

Mme Fotopulos n'a pas attendu longtemps avant de replonger dans ses fonctions de conseillère. Son quartier a été jumelé à un village du Honduras touché par l'ouragan *Mitch*. Elle parraine un comité d'urgence chargé d'envoyer de l'aide humanitaire dans ce village.

La diversité culturelle de Montréal doit se traduire autrement que par des discours, dit-elle. « Il y a de quoi à faire dans les quartiers, surtout après les élections, quand on est pas mal mobilisé. »

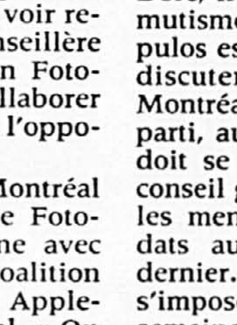
Les premiers dossiers qu'elle compte surveiller à l'hôtel de ville ? Le budget, la participation de Montréal à la Grande Bibliothèque et l'état de certaines infrastructures comme l'avenue du Parc.

Têtes d'affiche

Le concert donné par l'orchestre I Musici à l'occasion du 50e anniversaire de la Société canadienne de la sclérose en plaques, en collaboration avec la compagnie pharmaceutique Biogen, a permis de recueillir 35 000 $. Cette somme sera affectée à la recherche et aux services prodigués aux personnes atteintes de sclérose en plaques, une maladie dégénérative du système nerveux central.

■■■

■ Lancement, la semaine dernière, en présence de la ministre responsable de l'Action communautaire Louise Harel, de l'appel de candidatures au prix Hommage bénévolat-Québec, qui consacrera le dévouement de 17 personnes et autant d'organismes, à raison de deux prix ainsi décernés dans chacune des régions du Québec. Instauré à la demande de la Fédération des centres d'action bénévole, ce prix « consacre ce qui se fait de plus beau, le geste gratuit » a souligné la ministre en conférence de presse. Près de 8000 organismes seront invités à proposer des candidatures d'ici le 11 décembre. La cérémonie de remise des prix aura lieu à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la Semaine de l'action bénévole en avril. Renseignements : Secrétariat à l'action communautaire autonome, 430, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1S 2J5. Tél. Montréal : 843-6312 ; autres régions ; 1-800-577-2844 ou 1-800-715-7515.



Louise Harel

■■■

■ La Fondation canadienne du rein vient de décerner son prix du fondateur au Dr Keith Drummond, de l'Hôpital de Montréal pour enfants. Premier néphrologue en pédiatrie au Canada, le Dr Drummond a plus d'une réalisation à son actif, ayant, en 35 ans de carrière, créé un laboratoire de recherche et une division pour les maladies rénales à l'Hôpital de Montréal pour enfants et instauré le premier programme d'enseignement de néphrologie en pédiatrie (université McGill).

■■■

■ Les personnes sans-abri ne croupissent pas toujours dans la misère, Dawn Stevens, une artiste qui a eu recours au refuge pour femmes Chez Doris voyant aujourd'hui ses oeuvres exposées à l'École d'architecture de l'université McGill (815, rue Sherbrooke Ouest), à compter de lundi (vernissage le mercredi 11 novembre à 17 h 30). L'artiste, qui parcourt Montréal à bicyclette, a réalisé 200 dessins et peintures d'édifices patrimoniaux dont un bon nombre sont tombés sous le pic du démolisseur. Huit de ces oeuvres ont été reproduites en cartes de souhaits pour financer l'exposition ainsi que l'oeuvre du refuge pour femmes Chez Doris.

■■■

■ Novembre est le Mois de la réanimation cardio-respiratoire (RCR) le lieutenant-gouverneur Lise Thibault, patronne d'honneur de la Fondation des maladies du coeur, ayant décerné des certificats d'actes de civisme à 25 Québécois ayant effectué une intervention exemplaire afin de sauver une vie. Tous n'ont pas sauvé une vie mais s'y sont efforcé, comme Mikael Laplante, 15 ans, de Château-Richer, qui a tenté de sauver son père ; ou Lise Dugas et Jean Couture, qui ont fait de même pour un inconnu. La Fondation des maladies du coeur n'en rappelle pas moins que la pratique de la RCR peut sauver des vies, comme a pu en témoigner Rosaire Langlois, de Terrebonne, rescapé d'un arrêt cardiaque grâce aux manoeuvres de réanimation cardiaque pratiquées par Georges Vaillancourt, de Fabreville, et Shriley Alford, de Plattsburgh.



Mikael Pettigrew-Laplante

■■■

■ Une journée de plein air qui s'est tenue à la fin de l'été, sous la présidence des docteurs André Cholet et Luc Lasalle, a permis de recueillir plus de 10 000 $ pour la Fondation hospitalière Maisonneuve-Rosemont.

■■■

■ Les maires de la région Lanaudière font cause commune pour appuyer *Les Noëls de Lanaudière* de la Fondation du centre hospitalier Le Gardeur, une série de spectacles mettant en vedette Marie-Michèle Desrosiers, le jeune violoniste Jean-Sébastien Roy, un choeur d'enfants et la chorale de l'Alliance régionale de Lanaudière. Cette série annuelle de spectacles de chants de Noël a déjà permis à la fondation hospitalière d'acheter un « scanner ». Bell Canada et la fondation Yvon Boulanger contribuent pour 2500 $ au succès de l'entreprise, dans laquelle l'Allier automobile injecte 1000 $. Les concerts auront lieu dans des églises de Terrebonne, L'Assomption et Repentigny, respectivement les 29 novembre, 6 et 13 décembre, à 20h. Coût : 30 $. Renseignements : (450) 654-7525, poste 2150, ou (450) 581-9160.



Marie-Michèle Desrosiers

■■■

■ Chansons, musique et humour composeront le menu du spectacle que Richard Séguin a concocté à l'intention des amis de la fondation Carrefour pour elle, afin de recueillir des fonds pour la maison d'aide et d'hébergement pour femmes et enfants Carrefour pour elle. Luce Dufault, Claire Pelletier, Judi Richards et Pierre Verville contribueront au succès de ce spectacle présenté le samedi 14 novembre, à 20 h, au théâtre de la Ville à Longueuil. Coût : 35 $. Renseignements ; (450) 651-5810.

■■■

■ Afin de témoigner de son enracinement dans son milieu, le centre hospitalier Fleury vient d'adopter un programme de récompense de son personnel (employés, médecins et bénévoles) en leur remettant des cadeaux selon la politique de « l'achat chez-nous ». Ces cadeaux seront donc achetés chez les commerçants d'Ahuntsic, ceux de la Promenade Fleury devant être privilégiés cette année.

■■■

■ Table ronde sur la place de la théologie à l'université. Participeront au débat organisé par la faculté de théologie de l'Université de Montréal : Daniel Baril, président du Mouvement laïc québécois ; Hubert Doucet, directeur du diplôme d'études supérieures spécialisées (bioéthique) ; et Michel Beaudoin, responsable des études théologiques à la faculté de théologie, de dernier agissant comme animateur. Le tout aura lieu le mercredi 11 novembre, à 19 h 30, à la salle Z-225 du pavillon principal de l'Université de Montréal.

■■■

Société

Ces sacrés guichets automatiques !

Les gens du troisième âge ont souvent maille à partir avec ces bidules, vers lesquels les poussent d'ailleurs les sociétés bancaires



Marie-Claude Malboeuf

Neuf heures 45 aux guichets automatiques de la Banque Royale à Anjou. Un homme de 69 ans cogne sur l'imprimante, d'un air excédé. « Ma carte est prise dedans ! Le guichet ne me redonne pas mon livret ! » s'égosille-t-il en frappant dans la vitre, pour attirer l'attention de l'employée qui prépare l'ouverture de sa succursale.

Juste à côté, une dame de 85 ans reste hypnotisée devant sa machine. Pendant cinq longues minutes, elle tente quelques manoeuvres hésitantes. Pour observer, confuse, l'écran qui lui martèle le même message : « Welcome to Personal Touch Banking. To begin please insert your card magnetic strip down and to the right. Le libre-service Royal vous souhaite la bienvenue... »

Un regard furtif à gauche, un autre à droite. Avant d'oser : « Avez-vous eu votre argent, vous, monsieur ? »

Comme bien des personnes âgées, Fernand Bourdeau et Yvette Laneuville ont consenti à « libérer » le comptoir pour se rabattre sur le guichet automatique depuis déjà quelques années. Mais tous deux n'apprivoisent pas sans heurts les machines à dollars. Ni sans danger.

Les 294 plaintes reçues au service de police de la CUM depuis janvier dernier sont révélatrices. Plus de 65 % des victimes de fraudes commises au moyen d'une carte de débit ont franchi le cap de la soixantaine. Et celles-ci perdent gros : entre 2000 $ et 3000 $ en moyenne. Un retraité de l'ouest de l'île a même été délesté de 30 000 $ par un escroc qui a utilisé sa marge de crédit au maximum.

« On ne voit pas seulement des histoires de cartes volées dans des sacs à main (trop souvent, avec le numéro d'identification personnel noté à l'endos). Une partie des personnes âgées ont carrément oublié leur carte dans le guichet. D'autres se sont fait voler par des membres de leur famille ou par des bénévoles qui les accompagnent pour faire leurs courses. Et beaucoup ont demandé l'aide d'un inconnu dans la file, parce qu'elles voyaient mal », expose le sergent Franceline Robinson, de la division des fraudes.

« Le problème, c'est que les personnes âgées font aveuglément confiance à tout le monde, continue la policière, en évoquant l'histoire récente des 57 vieillards dont la carte a été subtilisée à leur insu et remplacée par une autre. Il faut sans cesse les mettre en garde, leur rappeler de cacher leur code et de vérifier si le guichet leur rend bien la bonne carte après chaque transaction. »

Madeleine Plamondon, du Service d'aide aux consommateurs de Shawinigan, va beaucoup plus loin, encore outrée par la mésaventure d'un homme de 77 ans, qui a laissé 200 $ dans le guichet le mois dernier.

« Il avait tellement honte de son trou de mémoire, qu'il ne voulait même pas aviser sa banque, se désole-t-elle. Fraude ou pas, je recommande aux personnes âgées de ne jamais utiliser leur carte. Pourquoi se forcer à entrer dans un système où elles risquent d'oublier leur NIP et leur argent ? D'une manière ou d'une autre, elles vont avoir l'humiliation d'avouer leur oubli et les institutions ne seront pas plus responsables. »

Malgré tout, de plus en plus de personnes âgées font le saut vers l'électronique, séduites elles aussi par la liberté qu'offrent les guichets. Chez Desjardins, on remarque ainsi que les 55 ans et plus effectuent 66 % de leurs transactions ailleurs qu'au comptoir des caisses, contre 76 % pour l'ensemble des membres. Les banques avancent des proportions similaires, sinon plus élevées encore.

Le mouvement ravit évidemment les institutions financières, qui ne ménagent aucun effort pour éloigner en douce leurs clients, mêmes vulnérables, de leurs comptoirs.

À la Caisse populaire Desjardins du Domaine Saint-Sulpice (un secteur d'Ahunstic qui regorge de résidences pour personnes âgées), on ne s'en cache pas. Les employés vont carrément solliciter les têtes blanches qui poireautent dans des files de plus en plus interminables. Depuis plus d'un an, les caissiers réclament même la carte de débit au comptoir, où on retrouve des petits appareils semblables à ceux utilisés pour le paiement direct.



PHOTOS PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

Yvette Laneuville était déconcertée mercredi, au guichet de la Banque Royale à Anjou. « Ça ne marche pas, je ne vois pas quelle erreur j'ai pu faire... Peut-être que c'est parce que la banque est fermée ? » s'interrogeait-elle.

« On cherche surtout à accélérer le service en éliminant les papiers à signer. Mais, oui, c'est vrai, on en profite pour familiariser les gens avec les cartes et ça peut nous aider à en « vendre », affirme le directeur de la caisse, Claude Beaudry, en précisant que l'utilisation de la carte n'est cependant pas obligatoire.



Fernand Bourdeau s'est tant bien que mal habitué aux guichets, mais il en a marre des imprimantes gobeuses de livret. « Ça prend 15 minutes faire une opération avec cette affaire-là. »

La présidente de l'Association québécoise de défense des retraités s'indigne tout de même. « Ils poussent beaucoup trop pour qu'on prenne notre carte. C'est irresponsable. Ils sont censés être là pour protéger notre argent », lance Huguette Beauchamp, qui milite aussi au sein de la Coalition pour le maintien des services bancaires personnalisés.

« Il est immensément moins dangereux de se promener avec une carte de débit qui a un numéro confidentiel qu'avec de l'argent sonnant », rétorque toutefois le directeur québécois de l'Association des banquiers du Canada (ABC), Jacques Hébert.

Et les fraudes ? Et les problèmes de mémoire ?

« Les banques ont des brochures pour inciter les gens à être prudents. Peut-être que les clubs de l'âge d'or et les familles devraient aussi faire leur part au niveau de la prévention, répond le directeur de l'ABC. De toute façon, les gens ont le choix d'utiliser leur carte ou non (les personnes âgées ne paient généralement pas de frais). Ceux qui ne s'en sentent pas capables n'ont qu'à refuser. »

Chose certaine, même s'ils se démènent pour aider leurs clients novices, on ne peut pas vraiment se fier sur les employés pour les détourner du guichet.

« Non, on ne dit pas à ceux qui se trompent tout le temps de laisser faire la carte. Ce n'est pas notre rôle, affirme Mado Labrosse, agent-conseil à la Banque Royale. S'ils changent de NIP à tout bout de champ, on va simplement leur rappeler les heures d'ouverture du comptoir... »

« Environ 60 % à 70 % des clients âgés s'adaptent et réussissent à faire leur petit retrait, continue-t-elle. Il y en a que je vais devoir aider tout le temps. Mais les autres, les gens plus lucides, vont voir que même si la machine crie, c'est pas énervant. »

Et que se passe-t-il, hors des heures d'ouverture ?

« Là, la dame m'a vu à travers la vitre. Mais qu'est-ce que j'aurais fait si j'avais été ici tout seul hier soir ? Je trouve qu'ils coupent un peu trop. C'est effrayant », dénonce l'homme qui a dû se battre pour que l'imprimante lui rende son livret.

Malgré tout, M. Bourdeau tient à sa carte, qui lui permet de contourner des horaires de plus en plus réduits (le mercredi, les clients ont de 10 h à 14 h pour voir les caissières de la Banque Royale, et une heure de moins à la Banque Laurentienne).

D'autres aînés en ont tout simplement assez d'attendre. Comme Gérard Cadieux, un client de la Caisse populaire du Domaine Saint-Sulpice, qui en est encore à ses premiers pas électroniques.

« J'ai fini par apprendre le truc parce que depuis un mois ou deux, il n'y a pas assez de préposés à la caisse », précise l'homme de 68 ans.

Comme beaucoup d'autres, M. Cadieux évite toutefois le guichet lorsque la caisse est vide. « Moi non plus, je ne viens jamais quand c'est fermé. J'aime mieux éviter les curieux », renchérit Berthe Léger, 79 ans.

Le problème, c'est que tous n'ont pas cette possibilité.

« Une chose qui va de plus en plus poser problème, ce sont les fermetures de succursales (200 en 20 ans), pour les personnes moins mobiles. Celles-là peuvent de moins en moins compter sur la présence des caissières », souligne Jacques Saint-Amand, analyste chez Option consommateurs.Un discours qui exaspère le directeur de l'ABC.

« Nous ne sommes pas une industrie différente des autres. Nous existons pour faire des profits, lance M. Hébert. Et nous avons plusieurs couches de clientèle à servir. Les personnes âgées éprouvent aussi des problèmes ailleurs, à l'épicerie par exemple. C'est un phénomène inévitable. Je ne vois pas pourquoi on montrerait davantage du doigt l'industrie bancaire. »

On peut compter sur elle, sans compter ses sous.



LE GRAND DÉVOILEMENT 1999

Cavalier berline La Cavalier est une voiture faite pour durer, encore et encore.

Moteur 2,2 litres de 115 chevaux
Boîte manuelle à 5 vitesses
Freins antiblocage aux 4 roues
Sacs gonflables de nouvelle génération côtés conducteur et passager
Dispositif antivol PASSLock
Banquette arrière repliable



198 $/mois* location 36 mois

2,9% de financement*** 14 899 $ à l'achat**

CHEVROLET Oldsmobile GM

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS À LA LOCATION.

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec
Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) de 2 156 $. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Frais de 12 ¢ du kilomètre après 60 000 km. **À l'achat, préparation incluse, transport et taxes en sus. ***Taux de financement à l'achat de 2,9 % disponible jusqu'à 36 mois ou 4,9 % de 37 à 60 mois sur ces modèles. Exemple de financement 15 000 $ à 2,9 % incluant transport, préparation et taxes : 36 versements de 435,56 $, coûts en intérêts de 680,17 $, coût total 15 680,17 $. Une commande de véhicules peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com^MC

www.gmcanada.com

2692416-D

L'infirmière qui haïssait le sud et le soleil

Yolande Picard soigne les gens du Grand Nord depuis 20 ans

LILIANNE LACROIX



Les espaces infinis où rien ne coupe ni le vent ni le son : une place aérée, comme l'appelle l'infirmière Yolande Picard.

Quand le jet de la compagnie minière a atterri, Yolande Picard est remontée aux barricades : si le 737 de la compagnie pouvait atterrir, l'avion-ambulance qu'elle réclamait à cor et à cri pouvait bien le faire aussi. « Avec l'avion, on n'est plus au bout du monde, on est seulement à deux heures et demie de Québec ».

Pour la première fois en août dernier, l'avion gouvernemental atterrissait donc sur la piste de Donaldson, 20 km à l'est de Katinniq, dans le détroit de Hudson. « C'était pour un travailleur qui avait été opéré pour le coeur et qui ne prenait pas ses pilules. »

Le patient est décédé quelques jours plus tard. Mais, pour les travailleurs de la société minière Raglan et ses sous-contractants, le jet, c'est leur sécurité, leur lien avec le monde d'en bas. « J'ai passé près de 20 ans à soigner des gens dans le Grand Nord, notamment à Kuujjuarapik et ici, dit Mme Picard. Je n'ai jamais vu quelqu'un mourir à cause de la distance. Il y a eu des morts, notamment deux cas de ruptures d'anévrisme qui avaient provoqué des hémorragies foudroyantes. Toutefois, même à Montréal, ils seraient probablement morts. Mais va donc faire comprendre ça à 800 hommes qui voient leur copain disparaître... »

Pour décrocher cet emploi bien rémunéré, certains ne disent pas toute la vérité. « À leur arrivée, ils sont censés énumérer leurs problèmes de santé. Mais ils s'en gardent, de peur de perdre la job. Alors, on les ramasse les poches bourrées de pilules. »

Le pif...

Son métier d'infirmière, c'est dans le Nord qu'elle en a retrouvé la raison d'être. « Je ne peux plus travailler en bas, dit-elle. D'ailleurs, dans un hôpital, ils ne savent pas quoi faire de nous. On est trop habituées à avoir de l'autonomie, des responsabilités. Les autorités ne semblent pas capables de se servir de notre expérience pour faire de la formation. »

Grâce à un protocole d'entente avec certains médecins, les infirmières éloignées peuvent réaliser certains actes médicaux normalement réservés aux médecins. « Quand ça fait des années que tu travailles dans le Nord, t'as pas le labo, c'est sûr, mais tu développes le pif... »

Originaire du Nouveau-Brunswick, elle a suivi ses cours à Val d'Or puis à Rouyn. Formée à la dure, à l'urgence de Val d'Or, elle a senti l'appel du Nord. Depuis, elle n'a cessé de grimper. D'abord à Kuujjuarapik, puis dans des petits villages de la Baie d'Ungava et de la Baie d'Hudson. En 1990, elle a grimpé encore un peu plus, jusqu'à Katinniq, embauchée pour le projet Raglan de Falconbridge. « Je vois des nouveaux qui jettent un coup d'oeil puis ramassent leur valise et reprennent l'avion aussitôt. »

Les espaces infinis où rien ne coupe ni le vent ni le son, une place aérée, comme elle l'appelle, où la température peut descendre jusqu'à -125 (avec le facteur vent) sur le barrage, mais voisine habituellement les -40, c'est sa place à elle. « Je hais le sud et le soleil auquel je suis allergique. Entre la Jamaïque et l'Alaska, je choisirais l'Alaska sans hésiter. »

Un mois sur deux, elle est de garde dans ce complexe hôtelier où on a bâti quelque 300 chambres pour les travailleurs. Beaucoup d'Inuits des villages environnants travaillent pour la compagnie. « On a beaucoup à apprendre les uns des autres. C'est une belle culture, proche de la nature et en même temps si artistique. »

Sur le terrain

« Le plus dur, dit-elle, c'est quand il a fallu aller chercher un gars dans l'évacuateur de crues. Il avait été frappé au dos. Avant de le sortir, il a fallu l'installer sur la planche dorsale en le bougeant au minimum. Heureusement, l'infirmière de Baie-Déception, en formation, a pu m'aider. » Là-haut, les procédures d'urgence sont souvent mises en action.

De temps à autre, elle fait ses visites dans la mine et prend un repas chaud sous terre avec les gars. On se raconte des histoires qu'on n'a même pas besoin d'inventer. « La fois où j'ai eu le plus peur, dit-elle, c'est lors d'une crise d'appendicite. J'avais « callé » l'avion, mais, depuis trois jours, la tempête ne lâchait pas. J'avais bourré le patient d'antibiotiques prescrits par le médecin, mais il était temps qu'il sorte car on n'en avait plus. On a profité d'une petite éclaircie. Mais le croiriez-vous ? Quand il est arrivé en ville, les ambulanciers se sont trompés. Ils ont embarqué un gars en béquilles et laissé mon patient là. »

Le gars s'en est tiré : « T'as toujours une étoile qui te protège », conclut Mme Picard qui apprécie le temps qu'elle peut passer avec les patients. « Je regardais des reportages télévisés. Avec le virage ambulatoire, les infirmières sont toujours à la course. Des fois, un gars, ça peut lui prendre vingt minutes à me dire vraiment ce qui le tracasse. Comment font-elles ? Prendre le temps d'écouter, c'est une des dimensions les plus importantes de notre profession et qui existe encore ici, heureusement ! »

Elle passe un mois sur deux au Nord, l'autre à Québec tandis qu'un infirmier prend la relève. « Après avoir mené un jeune homme à l'aéroport, le conducteur de l'ambulance s'est arrêté et on a regardé la danse des aurores boréales. En levant le bras, je pense que j'aurais pu y toucher... »



Service Sélect ACURA

De la performance à vie

Pour préserver les performances d'origine de votre Acura, personne ne connaît mieux son moteur – et toutes ses autres pièces d'ailleurs – que les techniciens d'entretien de votre concessionnaire Acura. Ils bénéficient en exclusivité d'une formation d'usine qui leur permet de travailler avec compétence, à un prix concurrentiel. Et seules les pièces d'origine Acura feront tourner votre voiture aussi rondement que lorsqu'elle est sortie de l'usine.

Le moment est propice pour rendre visite à votre concessionnaire Acura qui vous offre des rabais très avantageux pour l'automne. Appelez votre concessionnaire Acura sans tarder pour prendre un rendez-vous ou composez le 1 888 9-ACURA-9 pour connaître le concessionnaire le plus près de chez vous.

Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

Offre valable du 1er octobre au 31 décembre 1998.

40%* de rabais Pneus toutes saisons et pneus d'hiver Michelin

*Rabais accordé sur le PDSF. Taxes en sus. Offre valable du 1er octobre au 31 décembre 1998 chez les concessionnaires Acura participants.

58,88 $* Préparation pour l'hiver

Inspection complète, permutation des pneus plus vidange d'huile et remplacement du filtre d'origine Acura. Tous les détails chez votre concessionnaire Acura.

*Sauf sur la NSX et la Legend 1987. Offre valable sur les véhicules Acura seulement. Frais de récupération et taxes en sus. Offre valable du 1er octobre au 31 décembre 1998 chez les concessionnaires Acura participants.

26861102-D

Approuver de nouveaux médicaments est long, même contre le sida

LAURIE MILLOIS

« Pour autoriser un médicament sur le marché, il faut non seulement connaître l'action du médicament, mais aussi tenir compte de son coût. Cela prend du temps, même en matière de sida », explique le Dr Jean Cusson, président du conseil consultatif de pharmacologie du Québec.

Selon neuf spécialistes du sida qui ont adressé une lettre au conseil consultatif, des traitements disponibles depuis deux ans aux États-Unis ne le sont pas encore au Québec. Pourtant, la décision fédérale de commercialiser trois nouveaux produits, le Nelfinavir, la Nevirapine et la Delavirdine, a été prise en août dernier. « Comment se fait-il qu'en Ontario et en Colombie-Britannique ces médicaments sont déjà disponibles et pas encore ici ? » demande le Dr Réjean Thomas, un des signataires de la lettre.

Selon le Dr Mark Wainberg, également signataire et président de la société internationale du sida, il y a vraiment urgence. « Deux de ces médicaments (la Nevirapine et la Delavirdine) appartiennent à une famille de rétroviraux qui n'existent pas du tout au Québec. »

Certains malades du sida ne supportent plus les trithérapies classiques à cause des effets secondaires ou à cause de la résistance du virus ; de 20 à 30 % des malades du sida seraient dans ce cas.

Le président du conseil consultatif ne nie pas l'urgence de la situation. Toutefois, selon lui, d'autres facteurs entrent en jeu. « Au Québec nous avons un système universel de remboursement. Et ce facteur économique, nous devons le prendre en compte pour la mise sur le marché. » Au Québec, la consommation de médicaments se chiffre à 2,5 milliards de dollars. Les industries pharmaceutiques fournissent gratuitement des médicaments à certains malades du sida en attentant la décision fédérale de commercialisation. Selon les Drs Thomas et Wainberg, ces programmes se font sur des bases très strictes et tous les patients n'y ont pas accès.

Mais le facteur prioritaire reste celui des études cliniques, qui sont en cours pour évaluer ces produits. « Je ne peux tout de même pas donner un avis favorable à la commission sans avoir toutes les données », a précisé le Dr Cusson. Le conseil se prononce en général dans un délai de trois mois.

Toutefois, le Dr Réjean Thomas trouve la situation paradoxale car le Centre québécois de coordination sur le sida a donné son aval à l'usage de ces rétroviraux dans un guide thérapeutique publié en avril dernier.

La tranquillité d'esprit à petit prix.



LE GRAND DÉVOILEMENT 1999

Cavalier Z22 Une alliée fiable depuis les huit dernières années à travers le pays.

Moteur 2,2 litres de 115 chevaux
Boîte manuelle à 5 vitesses
Aileron arrière
Freins antiblocage aux 4 roues
Dispositif antivol PASSLock
Sacs gonflables de nouvelle génération côtés conducteur et passager



198 $/mois* location 36 mois

2,9% de financement*** 14 899 $ à l'achat**

CHEVROLET Oldsmobile GM

AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS À LA LOCATION.

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec

Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) de 2 143 $. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Frais de 12¢ du kilomètre après 60 000 km. **À l'achat, préparation incluse, transport et taxes en sus. ***Taux de financement à l'achat de 2,9 % disponible jusqu'à 36 mois ou 4,9 % de 37 à 60 mois sur ces modèles. Exemple de financement 15 000 $ à 2,9 % incluant transport, préparation et taxes: 36 versements de 435,56 $, coûts en intérêts de 680,17 $, coût total 15 680,17 $. Une commande de véhicules peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com

2692417-D



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Le cinéaste Jorge Martinez a expliqué, accompagné de sa fille Eva, le projet destiné à sauver les jeunes enfants de La Lima, les plus vulnérables aux suites de Mitch.

Le Mile-End se jumelle à un village hondurien

D'autres quartiers invités à l'imiter

CHRISTIANE DESJARDINS

Dans le but de pallier au plus pressé, sauver des vies, un comité du Mile-End à Montréal a décidé de jumeler le quartier au village La Lima, au Honduras, afin d'y acheminer rapidement des vivres et des médicaments.

L'instigateur de cette opération de sauvetage, le cinéaste d'origine hondurienne Jorge Martinez, a expliqué hier les grandes lignes de ce projet. Il était accompagné de la conseillère du quartier, Helen Fotopoulos, qui est aussi marraine de ce comité d'urgence, de deux représentants de Médecins du Monde, Réjean Thomas et André Bertrand, et de Louis Richard qui s'occupera pour sa part de la logistique.

Le brut principal, a expliqué M. Jorge Martinez, est de porter secours immédiatement aux quelques 20 000 enfants de moins de cinq ans, à La Lima, qui sont directement menacés par de graves épidémies, suite aux inondations et aux glissements de terrain. La Lima est une région où la population est très dense, et dont un des grands moteurs de l'économie est la banane Chiquita.

M. Martinez, qui est lui-même originaire de La Lima, a pu converser avec sa famille qui demeure toujours là-bas. On lui a rapporté que la situation est catastrophique, que beaucoup de gens ont tout perdu.

« Ma famille compte parmi les plus chanceuses, parce que la maison est encore là. Mon père, qui est agriculteur, m'a dit qu'environ 95 personnes se sont réfugiées chez lui, que tout le monde a des champignons sur les mains à cause des bactéries, et que des bébés sont restés trois jours sans boire. Et, bien qu'ils ont un peu d'argent, ils ne peuvent pas acheter de nourriture ou de médicaments parce qu'il n'y en a plus. Les infrastructures, les récoltes, les troupeaux de bovins et les volailles ont été détruits en grande partie. »

Le Dr Réjean Thomas a renchéri en disant que des épidémies de salmonelle avaient déjà commencé à apparaître, et que d'autres maladies menaçaient. Le rôle de Médecins du Monde dans ce projet en est un de conseiller, et à ce titre l'organisme a dressé une liste de médicaments à envoyer. On y retrouve notamment de la pénicilline, de la vitamine, des pastilles de chlore, des solutés, des pommades, des seringues, du Tylenol...

Mme Fotopoulos, de son côté, a lancé un appel à ses collègues des autres quartiers afin que chacun des 51 districts montréalais se jumelle à un village sinistré.

Le Comité d'urgence Mile-End / La Lima lance donc un appel au grand public dans l'espoir de recevoir des dons : denrées non périssables, surtout du lait en boîte, des tablettes de chocolat sous emballage scellé, des barres-tendres avec avoine, des petits pots pour bébés, des soupes en conserve, ainsi que des produits de toilette, et des petits jouets à glisser dans la poche. Les dons en argent sont également acceptés, mais pas les vêtements.

En ce qui concerne les médicaments, de grandes entreprises, telles les Pharmacies Jean Coutu, ont été approchées. Un premier envoi devrait partir par avion demain, a fait savoir le comité.

Parallèlement, un spectacle bénéfice aura lieu le 17 novembre prochain, au Club Soda.

On peut faire parvenir les dons au local du comité, situé au 162 Saint-Viateur Ouest. Tél : (514) 270-3183.

Pour aider les victimes de Mitch

■ **Développement et Paix :** 1-888-234-8533 ou faire parvenir les dons au 5633, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1N 1A3. Les dons doivent être faits à l'ordre de Développement et Paix-ouragan Mitch.

■ **Le Cardinal Léger et ses oeuvres : 1-87 PAUVRETÉ (1-877-288-7383) ou 514-495-2409 pour les gens de la région de Montréal. On peut aussi faire parvenir des dons en argent et des bottes et des couvertures seulement au 130, avenue de L'Épée, Outremont (Québec) H2V 3T2.** Le presbytère Sacré-Coeur accepte aussi les dons de même nature : 2000 B, Alexandre de Sève, Montréal. Bureaux ouverts de 9 h à 21 h.

■ **La Croix-Rouge canadienne :** s'adresser à une section locale, ou composer le numéro sans frais 1-800-418-1111.

■ **OXFAM-Québec :** 1-888-693-2697 (Montréal 937-1614), ou par la poste au 2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal (Québec) H3J 2Y2.

■ **SUCO — Urgence Amérique centrale,** 3680 de la rue Jeanne-Mance, bureau 410, Montréal, Qc, H2K 2K5. Dons en espèces.

■ **Ambassade du Guatemala :** 1-613-233-7237 ou faire parvenir les dons par la poste au 130, rue Albert, suite 1010, Ottawa (Ontario) K1P 5G4. Les dons peuvent aussi être faits à la Banque de Montréal : « Guatemala Relief Fund », compte No 0056-001-1127-458.

■ **Consulat du Honduras :** 1-514-937-1138, ou faire parvenir les dons à la Banque Royale, succursale 2157, Rue Guy, Montréal (Québec) H3L 2L9, à l'ordre du *Fondo de Emergiencia Mitch para la Republica de Honduras,* compte No 100-109-9. Le consulat du Honduras organise aussi des collectes d'aliments non périssables, de médicaments et de couvertures à Montréal. Renseignements : 271-3533 (Constantin) 748-0796 (Yolanda Mariadiga) et 937-4841 (Mercedes Zuniga).

■ **La Ville de Montréal** accepte les denrées non périssables et autres dons au Marché Bonsecours, 1250 rue Sanguinet, au sud de Sainte-Catherine.

■ **Le CECI-Amérique Centrale** projette la construction de 3000 maisons et la reconstruction d'infrastructures. Dons acceptés au 180 Sainte-Catherine est, Montréal, H2X 1K9.

■ Médecins sans frontières collecte les dons en argent pour ses missions d'urgence. Numéro sans frais : 1-800-982-7903. Pour plus d'informations, on peut visiter le site Web : **www.msf.ca**

■ **L'Armée du salut,** direction du développement et des relations publiques, 2050 rue Stanley, bureau 400, Montréal, Qc, H3A 3G3. Dons en argent.

PME

LES PME DE LA BANQUE NATIONALE

Distinction 1998

Montérégie-Sud



Diane Cadieux
Vice-présidente régionale
Banque Nationale

Reconnaître l'excellence. Contribuer au rayonnement des entreprises d'ici. Depuis cinq ans, c'est une question de priorité. Parce que nous croyons que les succès des uns, peuvent être pour les autres, une grande source d'inspiration.

Félicitations

aux récipiendaires des prix PME de la Banque Nationale, région de la Montérégie-Sud.



Réfrigération S. Dubé inc.
Serge Dubé, *Président*
Normand Bruneau, *Directeur des ventes*

Atelier d'usinage Quenneville inc.
Jocelyn Demers, *Président*
André L. Asselin, *Directeur général*

CMA Solutions
Pierre Maillet, *Président*
Valérie Labrèche, *Associée*

Mas & Fils Jardiniers ltée
Laurent Mas, *Producteur*
Christophe Mas, *Producteur*
Sébastien Mas, *Producteur*

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

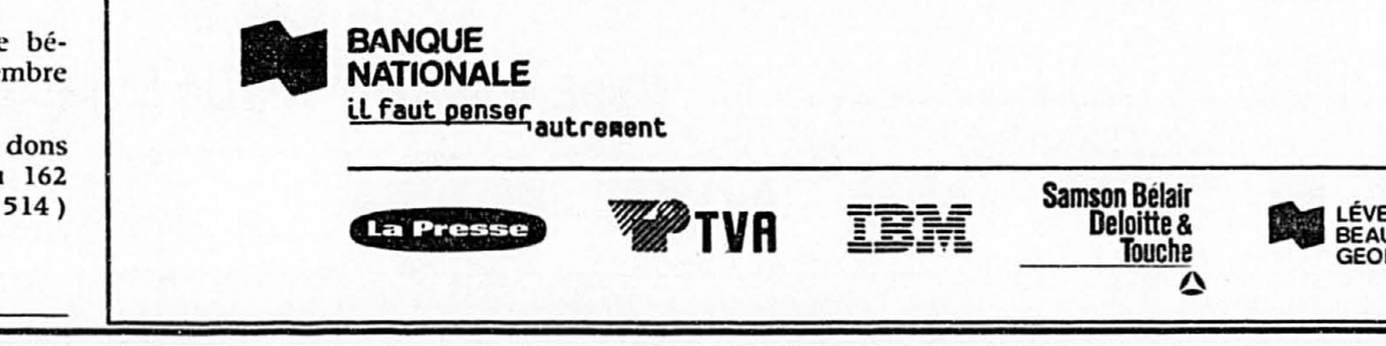
2699580-D

La Presse · TVA · IBM · Samson Bélair Deloitte & Touche · Lévesque Beaubien Geoffrion Inc.

L A I S S E Z

L'ORDINAIRE DERRIÈRE.

258 $/mois* Location 36 mois
2,9 % jusqu'à 36 mois***
20 299 $ à l'achat**



ALERO

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS POUR CEUX QUI AIMENT L'ÉLÉGANCE QUI SORT DE L'ORDINAIRE.

- Puissant moteur L4 Twin Cam de 2,4 litres
- Boîte de vitesse automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Freins antiblocage aux 4 roues et traction asservie
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes, montre et haut-parleurs à réponse élargie
- Verrouillage automatique des portes et déverrouillage programmable

Oldsmobile

4,9 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT ÉGALEMENT DISPONIBLE JUSQU'À 60 MOIS.
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ. TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS À LA LOCATION.

CHEVROLET Oldsmobile GM

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec
Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) de 3 113 $. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Frais de 12 ¢ du kilomètre après 60 000 km. **À l'achat, préparation incluse, transport et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.***Taux de financement à l'achat de 2,9 % disponible jusqu'à 36 mois ou 4,9 % de 37 à 60 mois sur ces modèles. Exemple de financement 20 000 $ à 2,9 % incluant transport, préparation et taxes : 36 versements de 580,74 $, coûts en intérêts de 906,64 $, coût total 20 906,64 $. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com^MC

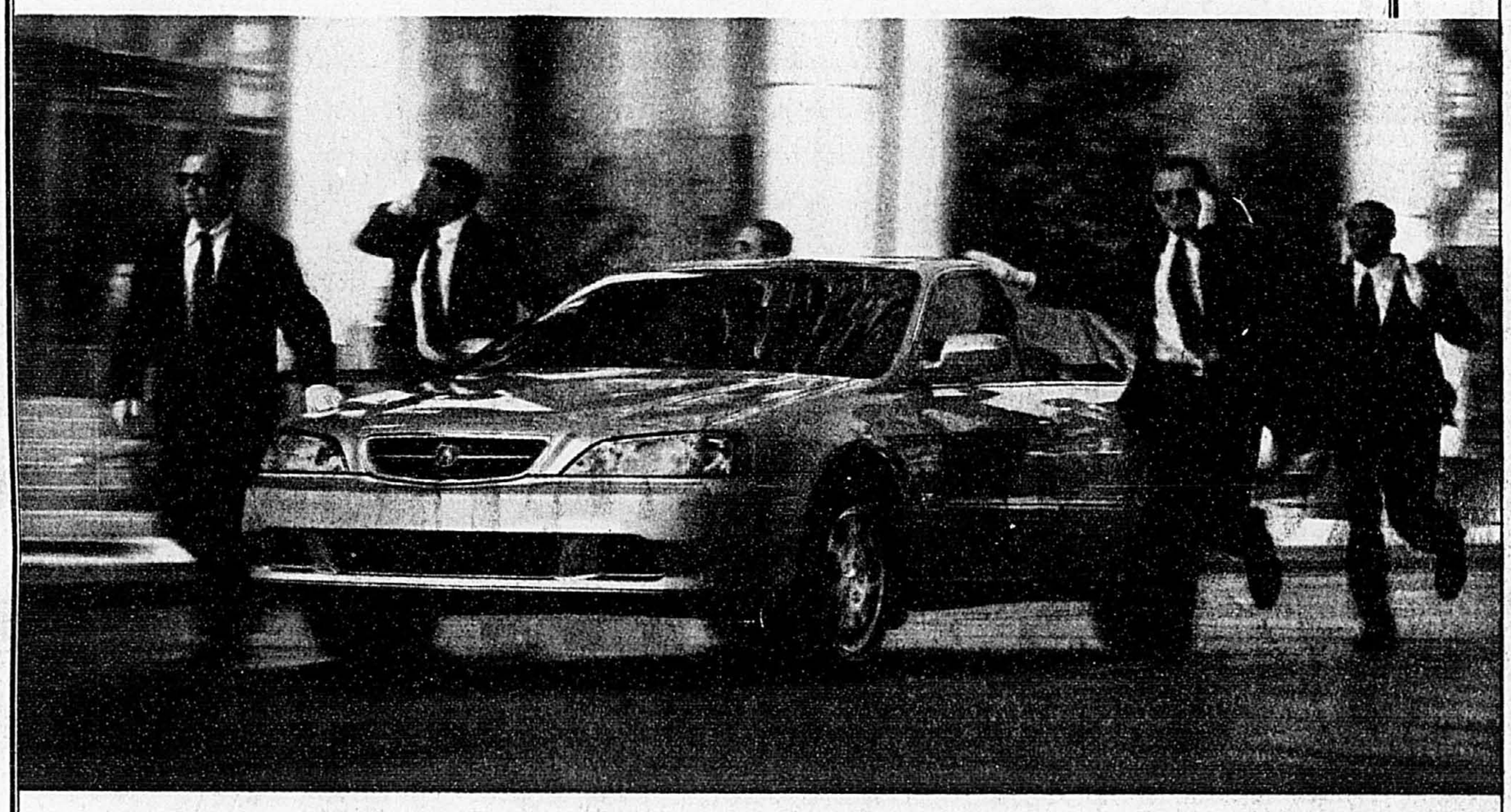
2692416-D



*La TL 1999 offerte à 35 000 $**

Que pourrions-nous dire de plus d'une automobile dotée, de série, de plus de 100 touches de luxe parmi lesquelles plusieurs ne sont offertes qu'en option sur d'autres voitures de grand luxe. La nouvelle TL possède un équipement impressionnant comme, notamment, des sièges chauffants garnis de cuir, un toit ouvrant électrique, une chaîne sonore Bose* avec lecteur de CD et l'antipatinage des roues. La TL n'excelle pas seulement par les aménagements de son habitacle, mais aussi par ce qui se trouve sous le capot. Son fougueux moteur de 225 chevaux, muni du système VTEC exclusif, est tout à fait capable d'éveiller en vous le conducteur sportif. C'est pourquoi nous croyons qu'aucune autre voiture n'approche la nouvelle TL, et cela sous plus d'un aspect. Pour plus d'information, rendez-vous chez votre concessionnaire Acura ou composez le 1 888 9-ACURA-9.

Voici la toute nouvelle Acura TL. Absolument rien... ne s'en approche.



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

* PDSF de la 3.2TL 1999. Transport et préparation (850 $), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Tous les détails chez votre concessionnaire. ®Bose est une marque déposée de Bose Corporation.

Rive-Sud Montérégie

Hydro-Québec joue dur pour la ligne Des Cantons

Presse Canadienne
RICHMOND

Le comité des Citoyens du Val St-François qualifie de coup de force la décision d'Hydro-Québec de déposer en Cour supérieure une requête de transfert de propriété. Cette mesure exceptionnelle permettrait à Hydro de prendre possession des terrains nécessaires à son projet de ligne Des Cantons avant même que le délai prévu par la loi pour contester l'expropriation par la société d'État soit expiré.

« Une fois de plus, Hydro-Québec tente de bulldozer les citoyens du Val St-François, d'attaquer les droits des gens ordinaires. Est-ce que le gouvernement Bouchard va encore cautionner ce comportement indigne d'un organisme public ? », s'interroge la présidente du comité des Citoyens du Val St-François, Monique Fournier.

Hydro-Québec a même demandé au tribunal de statuer sur sa requête dès aujourd'hui, ce à quoi s'est vivement opposé le procureur des propriétaires impliqués, Me Jean-Laurier Demers. « La précipitation d'Hydro-Québec a pour effet de nier complètement le droit des propriétaires à une défense pleine et entière », a plaidé Me Demers.

« Hydro-Québec invoque toujours l'urgence. C'est systématique dans leur cas, ajoute Mme Fournier. Mais depuis des semaines, la société d'État se traîne les pieds pour expédier les avis d'expropriation. En fait, elle retarde délibérément les choses de manière à pouvoir mieux invoquer l'urgence par la suite. La direction d'Hydro pense ainsi qu'elle pourra obtenir une décision favorable, sans avoir à justifier sa cause. »

Des écoliers donneront leur visage

Des écoliers de Drummondville feront don de leur frimousse dans le but de garnir une banque de données faciales servant à créer des portraits-robots d'enfants disparus.

Les enfants de l'école Saint-Étienne seront photographiés demain par la compagnie InterQuest, un fabricant de logiciels de Saint-Hubert.

L'entreprise fabrique déjà le logiciel Face, un outil de fabrication de portraits-robots au fini similaire à la photographie. L'émission américaine *America's Most Wanted* a d'ailleurs adopté le logiciel et a offert de participer à sa commercialisation aux États-Unis.

En échange de leur « don d'organes virtuels », les jeunes recevront une copie de leur portrait. Les ordinateurs de leur école seront équipés du logiciel Face dont le volet éducatif permet d'exercer la mémoire visuelle.

HAMEL HONDA
À 10 minutes de Montréal 5 minutes de Laval

Ouvert du lundi au vendredi jusqu'à 21h

CHAMBLY HONDA
À 15 minutes des 3 ponts route 112

ACCORD '98



✓ AUTOMATIQUE ✓ GR. ÉLECTRIQUE
✓ CLIMATISEUR ✓ ABS, et beaucoup plus...

0$ COMPTANT DISPONIBLE 298$ /PAR MOIS*
Transport & préparation INCLUS !

HONDA BERLINE 1999



0$ COMPTANT DISPONIBLE 208$ /PAR MOIS*
Transport & préparation INCLUS !

CIVIC HATCHBACK 1999



0$ COMPTANT DISPONIBLE 198$ /PAR MOIS*
Transport & préparation INCLUS !

Moins cher chez nous ! Jusqu'à 1000$ de plus ! pour votre fortune en échange Toutes

CHAMBLY HONDA
850, boul Périgny, Chambly
à 15 minutes des 3 ponts rte 112... (450) 658.6699
(514) 990.6699

HAMEL HONDA
130, rue Dubois, St Eustache
voie de service de la 640... (450) 491.0440
(514) 875.1919

groupe HAMEL "... une affaire de Confiance !"

... du nouveau ! Visitez notre site INTERACTIF www.hamelhonda.com

* Bail 48 mois. Comptant ou échange Berline (18650) 96.000km inclus. Civic Hatchback (13505) Accord (27005) taxes en sus, 60,000km inclus. v.r. garantie. Illustrations à titre de référence.

La Montérégie victime du smog... venu de Montréal

Cette région est la plus affectée au Québec, expliquent des militants écologistes

RIMA ELKOURI

Victime de sa position géographique et de sa proximité des grands centres, la Montérégie est la région du Québec la plus affectée par le smog.

« Les corridors de vents qui partent du Midwest américain vers le nord-est s'engouffrent dans la Vallée du Saint-Laurent et font de la Montérégie la porte d'entrée des polluants », explique André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution (AQLPA). Vents aidant, le smog qui se forme quotidiennement au-dessus de Montréal est aussi poussé vers la Rive-Sud.

Résultat ? En plus de causer des problèmes de santé publique, le smog affecte grandement l'agriculture en Montérégie. Il est notamment responsable d'une perte de rendement des cultures céréalières. La luzerne, le blé et l'orge y sont particulièrement sensibles. On estime que les pertes de rendement à l'hectare peuvent atteindre jusqu'à 5 %.

Malgré ce constat alarmant, le porte-parole de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de Longueuil, joint par *La Presse*, n'avait pas d'information sur le sujet.

« C'est vrai qu'on est peu documenté sur le sujet », reconnaît M. Bélisle. Mais les dégâts n'en sont pas moins graves, ajoute-t-il. « Les dommages causés ne sont pas apparents. Mais on le voit dans la composition des sols qui s'appauvrissent. On a alors de moins bons rendements », explique-t-il.

La solution ? S'attaquer d'abord et avant tout à la pollution automobile. « Les milliers d'automobilistes de la Rive-Sud qui travaillent à Montréal sont en partie responsables de la formation du smog, explique M. Bélisle. C'est une triste ironie de constater que cette pollution leur retombe sur la tête à la fin de la journée en Montérégie. C'est comme un serpent qui se mord la queue. »

La luzerne, le blé et l'orge sont singulièrement sensibles au smog.

Pour sensibiliser les citoyens à ce problème, l'Association québécoise de lutte contre la pollution a été mandatée par le ministère de l'Environnement et de la Faune pour mettre sur pied le projet pilote *Un air d'avenir*. Ce projet vise à préparer l'instauration, d'ici le printemps 1999, d'un programme permanent et obligatoire d'inspection et d'entretien des véhicules — un programme qui existe depuis plusieurs années en Europe, dans 30 États américains et dans deux provinces canadiennes (Colombie-Britannique et Ontario). Objectif : réduire globalement de 25 % la pollution des véhicules inspectés.

Pour le moment, la Ville de Brossard est la seule municipalité à s'être officiellement jointe au projet. Une clinique d'inspection volontaire a d'ailleurs été organisée dernièrement aux ateliers municipaux de Brossard. Plus d'une centaine de véhicules y ont été inspectés. Des résidants d'autres municipalités (Longueuil, Saint-Lambert et Boucherville) se sont aussi présentés à cette clinique d'un jour, rapporte Alain Cousson, ingénieur et directeur des services des travaux publics de la Ville de Brossard.

Contrairement à Brossard, Longueuil ne possède aucun programme visant l'amélioration de la qualité de l'air, indique Michel Saint-Laurent, un porte-parole de la Ville. « Notre priorité, c'est la gestion des déchets et la plantation d'arbres », dit-il.

« Les gens ne sont pas sensibilisés, dit M. Cousson. Il faut tenter de mobiliser les autres municipalités. C'est un problème national. »



LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

4,25 %* la première année

Encaissables en tout temps,
sans pénalité même durant les trois premiers mois.

LES OBLIGATIONS SÉCURI + DU QUÉBEC

5,00 %* les 18 premiers mois

Remboursables deux fois par année,
tous les six mois.

Pour vous procurer nos obligations, appelez sans frais un de nos agents d'investissement dès aujourd'hui au 521-5229 pour la région de Québec ou au 1 800 463-5229,
du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis, de 9 h à 17 h.

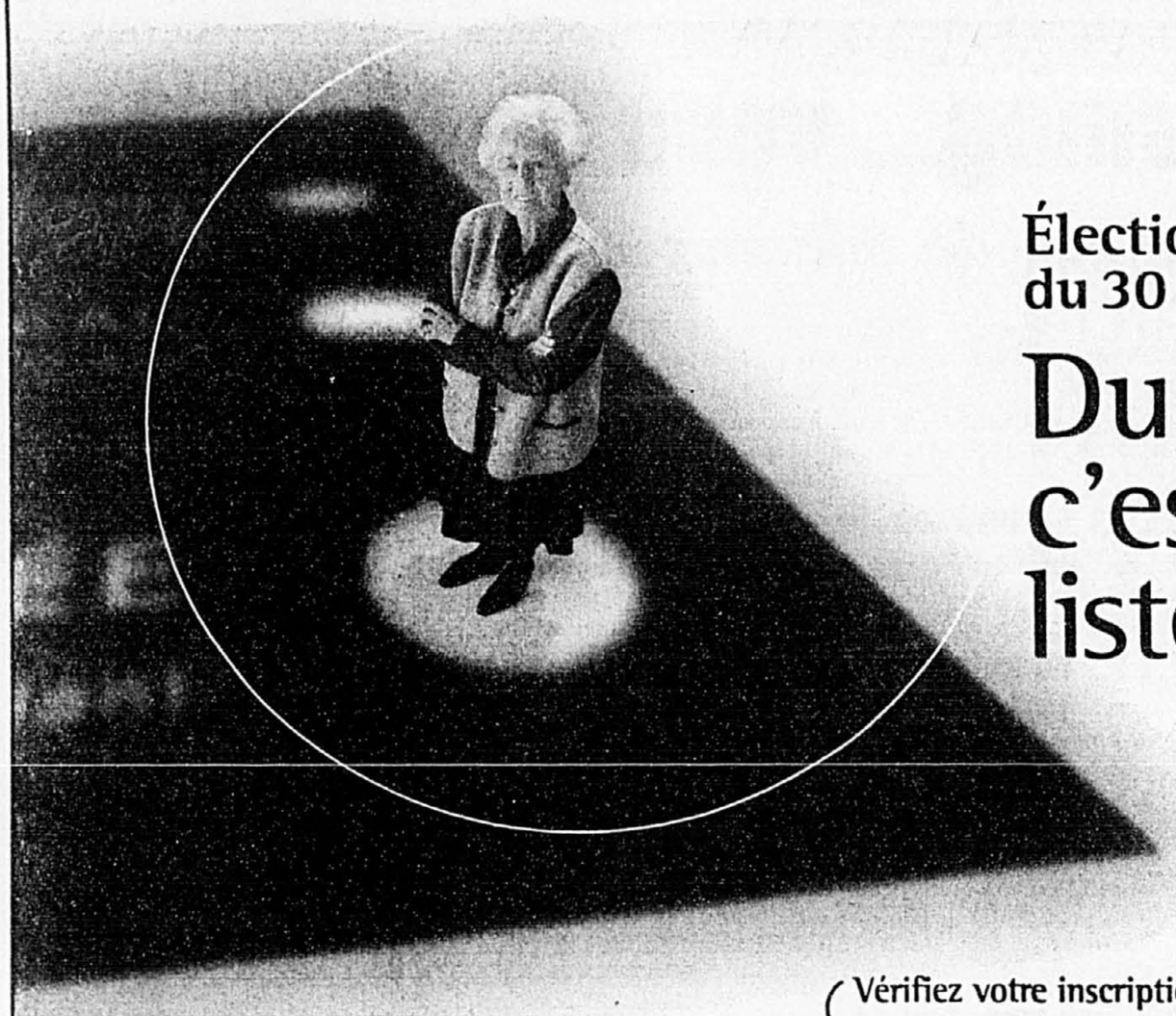
CAPITAL ET INTÉRÊT GARANTIS À 100 %

PLACEMENTS QUÉBEC
Notre intérêt à tous
www.placementsqc.gouv.qc.ca

*Taux fixé pour l'émission du 1er décembre 1998.

1 800 463-5229 Québec

Élections 98



Élections générales du 30 novembre 1998

Du 9 au 17 novembre, c'est la révision des listes électorales

Assurez-vous d'être sur la liste électorale, c'est votre responsabilité

Un avis vous a été transmis indiquant les noms des personnes qui figurent sur la liste électorale à votre adresse. Vous avez également reçu la liste électorale de votre section de vote.

Vérifiez votre inscription sur la liste électorale

Si vous êtes bien inscrit, vous pourrez voter sans autre formalité. Mais si votre nom n'est pas sur la liste électorale ou s'il y a une erreur, vous devez obligatoirement vous présenter à votre bureau de révision, de 11 h à 21 h, entre le 9 et le 17 novembre 1998. L'adresse de votre bureau de révision apparaît sur la liste électorale et ci-après.

Vous résidez temporairement ailleurs?

Vous avez quitté temporairement votre domicile pour étudier, travailler, pour recevoir des soins de santé ou pour votre sécurité? Vous pouvez choisir de voter à l'endroit où vous séjournez temporairement. Ce choix doit se faire au moment de la révision de la liste électorale.

Conservez votre liste électorale

Vous y trouverez plusieurs informations telles que le nom de votre circonscription, votre numéro de section de vote, l'adresse de votre bureau de révision, l'adresse de votre bureau de vote, et le numéro de téléphone du directeur du scrutin de votre circonscription.

Attention

Si vous avez fait une demande lors de la révision des listes électorales municipales, il se peut que la correction ne se trouve pas sur la liste électorale pour les élections générales.

Vérifiez bien votre inscription sur la liste électorale.

Tous les locaux où siègent les commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : ACADIE		
Saint-Laurent, v (partie)	1 à 52	Centre d'hébergement Saint-Vincent-Marie 1175, boul. de la Côte-Vertu Saint-Laurent
Saint-Laurent, v (partie)	53 à 101	Centre l'Acadie-Sauvé 1400, rue Sauvé Ouest, porte 1450 Montréal
Montréal, v (partie)	102 à 169	Bureau principal du directeur du scrutin 1575, boul. Henri-Bourassa Ouest Porte 175 Montréal
Circonscription : ANJOU		
Anjou, v (partie)	1 à 37	École Dalkeith 7951, av. Dalkeith Anjou
Anjou, v (partie)	38 à 67	Centre Roger-Rousseau 7510, av. Rondeau Anjou
Anjou, v (partie)	68 à 114	Bureau principal du directeur du scrutin 7500, boul. des Galeries d'Anjou Porte 36 Anjou
Montréal, v (partie)	115 à 138	Centre communautaire Saint-Justin 8830, rue de Grosbois Montréal
Circonscription : BOURASSA		
Montréal-Nord, v (partie)	1 à 16 31 à 46	Local commercial 3407, rue Prieur Est Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	17 à 20 47 à 62 76 à 89	Bureau principal de la directrice du scrutin 10198, boul. Pie-IX Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	21 à 30 63 à 75 90 à 104	Local commercial 4849, boul. Gouin Est Montréal-Nord
Montréal, v (partie)	105 à 141	Fabrique Saint-Antoine Marie-Claret 10630, av. Larose Montréal
Circonscription : BOURGET		
Montréal, v (partie)	1 à 44	Tour Honoré-Beaugrand 8051, av. Souligny Montréal
Montréal, v (partie)	45 à 57 67 à 84	Tour Longue-Pointe 6980, av. Pierre-de-Coubertin Montréal
Montréal, v (partie)	58 à 66 121 à 149	Les Habitations de Marseille 6191, rue de Marseille Montréal
Montréal, v (partie)	85 à 120	Bureau principal de la directrice du scrutin 5810, rue Sherbrooke Est Montréal
Circonscription : CHOMEDEY		
Laval, v (partie)	1 à 35	Bureau principal du directeur du scrutin 2520, boul. Curé-Labelle Laval
Laval, v (partie)	36 à 47 48 à 60 88 à 101	Centre du Sablon 755, chemin du Sablon Laval
Laval, v (partie)	61 à 71 146 à 169	Église Holy Name of Jesus 899, boul. Chomedey Laval
Laval, v (partie)	72 à 87 102 à 128	Havre-des-Îles 2525, av. Havre-des-Îles (pavillon A) Laval

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : CHOMEDEY		
Laval, v (partie)	129 à 145 170 à 191	Magasin 3181, boul. Lévesque Ouest Laval
Circonscription : CRÉMAZIE		
Montréal, v (partie)	1 à 7 35 à 59	Habitation Crémazie 8750, rue Berri Montréal
Montréal, v (partie)	8 à 34 93 à 112	Bureau principal du directeur du scrutin 9865, rue Clark Montréal
Montréal, v (partie)	60 à 92	Habitation André-Grasset 1740, rue Émile-Journault Montréal
Montréal, v (partie)	113 à 158	Habitation Saint-Firmin 2025, boul. Henri-Bourassa Est Montréal
Circonscription : D'ARCY-MCGEE		
Côte-Saint-Luc, c (partie)	1 à 36	5471, av. Westminster Côte-Saint-Luc
Côte-Saint-Luc, c (partie)	37 à 73	Bureau principal de la directrice du scrutin Le Mail Cavendish 5800, boul. Cavendish (magasin D1A) Côte-Saint-Luc
Côte-Saint-Luc, c (partie) Hampstead, v (partie) Montréal, v (partie)	74 à 85 104 à 106 111 à 113 114 à 130 157 à 167	Centre hospitalier Richardson 6440, chemin de la Côte-Saint-Luc Porte J432 Montréal
Côte-Saint-Luc, c (partie) Hampstead, v (partie) Montréal, v (partie)	86 à 92 93 à 103 107 à 110 131 à 156	Carré Décarie Square 6900, boul. Décarie, porte 106 Côte-Saint-Luc
Circonscription : FABRE		
Laval, v (partie)	1 à 30	Centre communautaire de Laval Ouest 6600, 29e Avenue, porte 9 Laval
Laval, v (partie)	31 à 70	Centre commercial 4874, boul. Sainte-Rose Laval
Laval, v (partie)	71 à 110	Promenade Sainte-Dorothée 609, rue Principale Laval
Laval, v (partie)	111 à 151	Centre communautaire Montrougeau 725, montée Montrougeau Porte 17 Laval
Laval, v (partie)	152 à 183	Bureau principal du directeur du scrutin Terrasse de Fabreville 444, boul. Curé-Labelle Laval
Circonscription : GOUIN		
Montréal, v (partie)	1 à 31	Habitation Beaubien 525, rue Beaubien Est Montréal
Montréal, v (partie)	32 à 70	Paroisse Saint-Ambroise 6520, rue de Normanville Montréal
Montréal, v (partie)	71 à 111	Bureau principal de la directrice du scrutin 1453, rue Beaubien Est Porte 210 Montréal
Montréal, v (partie)	112 à 170	Paroisse Saint-Esprit 5465, 5e Avenue Montréal

D-1945-98

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : HOCHELAGA-MAISONNEUVE		
Montréal, v (partie)	1 à 40	4723, rue Hochelaga Montréal
Montréal, v (partie)	41 à 55 68 à 73 80 à 94	Bureau principal de la directrice du scrutin 4115, rue Ontario Est, porte 330 Montréal
Montréal, v (partie)	56 à 67 74 à 79 123 à 129 138 à 145	Habitation Adélard-Langevin 1830, rue Saint-Germain Montréal
Montréal, v (partie)	95 à 122 130 à 137	Église Notre-Dame- de-l'Assomption 3201, rue Hochelaga Montréal
Circonscription : JACQUES-CARTIER		
Beaconsfield, v (partie)	1 à 13 28 à 35 45 à 51	Sutton Place 126, Sutton Place, porte 2 Beaconsfield
Beaconsfield, v (partie)	14 à 27 36 à 44	Beaurepaire United Church 25, av. Fieldfare Beaconsfield
Pointe-Claire, v (partie) Dorval, c (partie)	52 à 71 111 à 126	Bureau de la directrice du scrutin 94, rue Douglas-Shand Pointe-Claire
Pointe-Claire, v (partie) Dorval, c (partie)	72 à 93 137 à 144	Presbytère Sainte-Jeanne- de-Chantal 1, rue de l'Église Pointe-Claire
Pointe-Claire, v (partie) Dorval, c (partie)	94 à 110 127 à 136	Valois United Church 70, av. Belmont Pointe-Claire
Dorval, c (partie) L'Île-Dorval, v	145 à 176 177	Centre Sarto Desnoyers 1335, chemin Bord-du-Lac (Lakeshore) Dorval
Circonscription : JEANNE-MANCE		
Montréal, v (partie) Saint-Léonard, v (partie)	1 à 22 23 à 44	Pavillon Coubertin 4755, rue Valéry Saint-Léonard
Saint-Léonard, v (partie)	45 à 82	Pavillon Ferland 6020, boul. Lavoisier Saint-Léonard
Saint-Léonard, v (partie)	83 à 120	Pavillon communautaire 8181, boul. Lacordaire Saint-Léonard
Saint-Léonard, v (partie)	121 à 160	Bureau principal de la directrice du scrutin 6880, rue Jarry Est Saint-Léonard
Circonscription : LAFONTAINE		
Montréal, v (partie)	1 à 35	Résidence Cité-Rive-des-Prairies 7095, boul. Gouin Est Montréal
Montréal, v (partie)	36 à 48 67 à 81	Cégep Marie-Victorin 7000, rue Marie-Victorin Montréal
Montréal, v (partie)	49 à 66 82 à 95	Bureau principal du directeur du scrutin 8906, boul. Maurice-Duplessis 2e étage Montréal
Montréal, v (partie)	96 à 124	Centre communautaire Rivière-des-Prairies 9140, boul. Perras Montréal
Montréal, v (partie)	125 à 156	Local commercial 13864, rue Sherbrooke Est Montréal
Montréal, v (partie)	157 à 183	Centre communautaire Sainte-Maria-Goretti 15912, rue Notre-Dame Est Montréal
Circonscription : LAPORTE		
Saint-Lambert, v (partie) Lemoyne, v (partie)	1 à 28 68 à 73	Chalet du golf 325, rue du Golf Saint-Lambert
Saint-Lambert, v (partie) Lemoyne, v (partie)	29 à 55 74 à 84	Bureau principal de la directrice du scrutin 1000, av. Victoria, porte 27 Saint-Lambert
Saint-Lambert, v (partie) Greenfield Park, v (partie)	56 à 67 85 à 109	Aréna Cynthia Coull 195, rue Empire Greenfield Park
Greenfield Park, v (partie) Saint-Hubert, v (partie)	110 à 133 173 à 182	Club Optimiste Laflèche 3825, rue Windsor Saint-Hubert
Saint-Hubert, v (partie)	134 à 172	Centre Pierre-et-Bernard-Lucas 2060, rue Holmes Saint-Hubert
Circonscription : LAURIER-DORION		
Montréal, v (partie)	1 à 8 38 à 45 62 à 81	Habitations populaires Desjardins de Montréal 1400, rue Tillemont Montréal
Montréal, v (partie)	9 à 29 82 à 104 162 à 166	Bureau principal du directeur du scrutin 529, rue Jarry Est, 3e étage Montréal
Montréal, v (partie)	30 à 37 46 à 61 167 à 185	Habitations Boyer 1000, rue Villeray Montréal
Montréal, v (partie)	105 à 132	Habitations Jean-Valets 8445, rue Bloomfield Montréal
Montréal, v (partie)	133 à 161	Habitations Jean-Talon 7255, rue Durocher Montréal
Circonscription : LAVAL-DES-RAPIDES		
Laval, v (partie)	1 à 43	Centre communautaire Laval-des-Rapides 387, boul. des Prairies Laval

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : LAVAL-DES-RAPIDES		
Laval, v (partie)	44 à 85	Maison des Arts 1395, boul. de la Concorde Ouest Laval
Laval, v (partie)	86 à 125	Centre communautaire Saint-Louis-de-Montfort 25, rue Saint-Louis Laval
Laval, v (partie)	126 à 163	Bureau principal de la directrice du scrutin 4, place Laval, porte 130 Laval
Circonscription : MARGUERITE-BOURGEOYS		
LaSalle, v (partie)	1 à 32	Local commercial 1228, rue Dollard LaSalle
LaSalle, v (partie)	33 à 65	Local commercial 1456, boul. Shevchenko LaSalle
LaSalle, v (partie)	66 à 99	Cégep André-Laurendeau 1111, rue Lapierre LaSalle
LaSalle, v (partie)	100 à 139	Local commercial 8613, rue Centrale LaSalle
LaSalle, v (partie)	140 à 172	Bureau principal du directeur du scrutin 7852, boul. Champlain LaSalle
Circonscription : MARQUETTE		
Lachine, v (partie)	1 à 39	Église Saint-Paul 377, 44e Avenue Lachine
Lachine, v (partie)	40 à 54 89 à 97	Église des Saints-Anges 1415, rue Saint-Louis Lachine
Lachine, v (partie)	55 à 88 98 à 105	Centre d'accueil de Lachine 650, place d'Accueil Lachine
Saint-Pierre, v	106 à 119	École Martin-Bélanger 29, 2e Avenue Saint-Pierre
LaSalle, v	120 à 159	Bureau principal du directeur du scrutin 394, av. Lafleur LaSalle
Circonscription : MARIE-VICTORIN		
Longueuil, v (partie)	1 à 31 50 à 56	Maison de Châteauguay 21, rue de Châteauguay Longueuil
Longueuil, v (partie)	32 à 49 57 à 74	Bureau principal de la directrice du scrutin (Centre Véronneau) 365, rue Saint-Jean, porte 103 Longueuil
Longueuil, v (partie)	75 à 109	1324, chemin de Chambly Longueuil
Longueuil, v (partie)	110 à 117 149 à 175	Maison Boulogne Office municipal d'habitation 2455, rue de Boulogne Longueuil
Longueuil, v (partie)	118 à 148	Maison René 2150, rue René Longueuil
Circonscription : MERCIER		
Montréal, v (partie)	1 à 15 50 à 75	Centre d'accueil Chevalier- de-Lorimier 4625, av. de Lorimier Montréal
Montréal, v (partie)	16 à 31 76 à 105	Coopérative le Plateau 4355-A, rue de Lanaudière Montréal
Montréal, v (partie)	32 à 49 106 à 113 134 à 145	Bureau principal de la directrice du scrutin 4750, av. Henri-Julien Montréal
Montréal, v (partie)	114 à 133 146 à 160	Habitations Émile-Nelligan 5230, rue Saint-Dominique Montréal
Circonscription : MILLE-ÎLES		
Laval, v (partie)	1 à 23 107 à 113	Centre communautaire Auteuil 6200, boul. des Laurentides Porte 110 Laval
Laval, v (partie)	24 à 41 77 à 85	Résidence Les Écores 1800, boul. Cartier Est Laval
Laval, v (partie)	42 à 76	Bureau principal de la directrice du scrutin 3100, boul. de la Concorde Est Porte 210 Laval
Laval, v (partie)	86 à 106 114 145 à 152	Pavillon du Bois-Papineau 3235, boul. Saint-Martin Est Laval
Laval, v (partie)	115 à 140	Centre communautaire Groulx 4901, rue Saint-Joseph Laval
Laval, v (partie)	141 à 144 153 à 183	Résidence l'Éden 8528, boul. Lévesque Est Laval
Circonscription : MONT-ROYAL		
Mont-Royal, v (partie)	1 à 38	Hôtel de ville 90, av. Roosevelt Mont-Royal
Mont-Royal, v (partie) Montréal, v (partie)	39 à 51 101 à 115 131 à 140	Hôpital de réadaptation Lindsay 6363, chemin Hudson Montréal
Montréal, v (partie)	52 à 69 70 à 75 86 à 100	Habitations Goyer 2929, rue Goyer Montréal
Montréal, v (partie)	76 à 85 116 à 130 141 à 158	Bureau principal de la directrice du scrutin 6600, chemin de la Côte-des-Neiges, porte 210 Montréal

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : **NELLIGAN**		
Senneville, vl Sainte-Anne-de-Bellevue, v Baie-d'Urfé, v	1 à 3 4 à 16 17 à 26	Campus John-Abbott-MacDonald 21275, Lakeshore Road Sainte-Anne-de-Bellevue
Kirkland, v (partie)	27 à 70	Bureau principal du directeur du scrutin 4872, boul. Saint-Charles Pierrefonds
Pierrefonds, v (partie)	71 à 117	Centre communautaire de l'Ouest 17760, rue Meloche Pierrefonds
Pierrefonds, v (partie)	118 à 163	Centre communautaire de Pierrefonds 14068, boul. Gouin Pierrefonds
Sainte-Geneviève, v L'Île-Bizard, v	164 à 171 172 à 201	Carrefour Jacques-Bizard 120, boul. Jacques-Bizard L'Île Bizard
Circonscription : **NOTRE-DAME-DE GRÂCE**		
Montréal-Ouest, v Montréal, v (partie)	1 à 14 25 à 45	6929, rue Sherbrooke Ouest Montréal
Montréal, v (partie)	46 à 82	Bureau principal de la directrice du scrutin 6616, rue Sherbrooke Ouest Montréal
Montréal, v (partie)	83 à 113 147 à 152	4202, boul. Décarie Montréal
Montréal, v (partie)	15 à 24 114 à 146	Complexe de santé Reine-Élizabeth 2111, av. Northcliffe Montréal
Circonscription : **OUTREMONT**		
Outremont, v (partie)	1 à 11 14 à 28 49 à 63	Chalet du Parc Beaubien Stuart et chemin de la Côte-Sainte-Catherine Outremont
Outremont, v (partie) Montréal, v (partie)	12 et 13 29 à 48 64 à 84	Bureau principal de la directrice du scrutin 5655, av. du Parc, porte 307 Montréal
Montréal, v (partie)	85 à 118 161 à 166	Centre professionnel Snowdon 4950, chemin Queen Mary Porte 444 Montréal
Montréal, v (partie)	119 à 160	H.E.C. 5255, av. Decelles, porte 3069 Montréal
Circonscription : **POINTE-AUX-TREMBLES**		
Montréal-Est, v (partie) Montréal, v (partie)	1 à 11 76 à 93 111 à 129	Centre Roussin 12125, rue Notre-Dame Est Montréal
Montréal, v (partie)	12 à 39 59 à 66	Habitoeil 2800, rue Duchesneau (angle Sainte-Claire) Montréal
Montréal, v (partie)	40 à 58 67 à 75	Local commercial 8874, rue Hochelaga (angle French) Montréal
Montréal, v (partie)	94 à 110 130 à 159	Bureau principal du directeur du scrutin 13120, rue Sherbrooke Est Montréal
Circonscription : **ROBERT-BALDWIN**		
Pierrefonds, v (partie) Dollard-des-Ormeaux, v (partie)	1 et 2 56 à 101	Sainte-Geneviève United Church 4697, boul. Saint-Jean Pierrefonds
Pierrefonds, v (partie) Dollard-des-Ormeaux, v (partie) Roxboro, v (partie)	3 à 11 102 à 131 48 à 55	Bureau principal de la directrice du scrutin 4856, boul. des Sources Dollard-des-Ormeaux
Pierrefonds, v (partie) Roxboro, v	12 à 39 40 à 47	10436, boul. Gouin Ouest Roxboro
Dollard-des-Ormeaux, v (partie)	132 à 168	1358, boul. Sunnybrooke Dollard-des-Ormeaux
Circonscription : **ROSEMONT**		
Montréal, v (partie)	1 à 9 16 à 51	Bureau principal de la directrice du scrutin 3245, boul. Saint-Joseph Est Montréal
Montréal, v (partie)	10 à 15 69 à 101	Habitation Saint-Marc 6275, 6e Avenue Montréal
Montréal, v (partie)	52 à 68 102 à 124	Habitation Rosemont 3855, boul. Rosemont Montréal
Montréal, v (partie)	125 à 161	Habitation Marie-Rollet 6556, 26e Avenue Montréal
Circonscription : **SAUVÉ**		
Montréal-Nord, v (partie)	1 à 9 19 à 36 85 à 89	Chalet Parc Aimé-Léonard 4975, boul. Gouin Est Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	10 à 18 37 à 56	Mail Léger-Langelier 6425, boul. Léger, porte C-1 Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	57 à 84	Bureau principal de la directrice du scrutin 12315, boul. Rolland Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	90 à 117	Caserne des pompiers 12012, boul. Rolland Montréal-Nord
Montréal-Nord, v (partie)	118 à 144	Centre de loisirs 11121, rue Salk Montréal-Nord
Circonscription : **SAINT-HENRI–SAINTE-ANNE**		
Montréal, v (partie)	1 à 36	Carrefour d'éducation populaire 2356, rue Centre Montréal
Montréal, v (partie)	37 à 77	Bureau principal du directeur du scrutin (C.R.C.S., Saint-Zotique) 75, Square Sir-Georges-Étienne-Cartier Montréal

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : **SAINT-HENRI–SAINTE-ANNE**		
Montréal, v (partie)	78 à 126	Centre Monseigneur Pigeon 5550, rue Angers Montréal
Montréal, v (partie)	127 à 174	Église Saint-Jean-de-Matha (sous-sol) 6841, rue d'Aragon Montréal
Circonscription : **SAINT-LAURENT**		
Montréal, v (partie)	1 à 54	Bureau principal de la directrice du scrutin Immeuble Carré Gouin 5995, boul. Gouin Ouest, 2e étage Saint-Laurent
Saint-Laurent, v (partie)	55 à 76	La Tour Digital Place Vertu 3333, boul. Côte-Vertu, porte 224 Montréal
Saint-Laurent, v (partie)	77 à 127	Centre des loisirs 1375, rue Grenet, porte A-106 Saint-Laurent
Saint-Laurent, v (partie)	128 à 171	1489, rue MacDonald (au Sud de Côte-Vertu entre boul. Décarie et rue Ouimet) Saint-Laurent
Circonscription : **SAINTE-MARIE–SAINT-JACQUES**		
Montréal, v (partie)	1 à 32 49 à 57	Place Frontenac 2600, rue Ontario Est Montréal
Montréal, v (partie)	33 à 48 112 à 129	Habitation Sainte-Brigide 1225, rue Alexandre-de-Sève Montréal
Montréal, v (partie)	58 à 66 85 à 111	Bureau principal du directeur du scrutin 1001, boul. de Maisonneuve Est 11e étage Montréal
Montréal, v (partie)	67 à 78 171 à 183	Les résidences universitaires 303, boul. René-Lévesque Est Montréal
Montréal, v (partie)	79 à 84 130 à 158	Les Habitations Terrasse Ontario 1100, rue Sherbrooke Est Montréal
Montréal, v (partie)	159 à 170	Les Habitations Jeanne-Mance 200, rue Ontario Est Montréal
Circonscription : **TAILLON**		
Longueuil, v (partie)	1 à 40	Centre communautaire Saint-Robert 701, rue Duhamel Longueuil
Longueuil, v (partie)	41 à 69 184 à 202	C.H.S.L.D. Monseigneur-Coderre 2761, rue Beauvais Longueuil
Longueuil, v (partie)	70 à 104 174 à 177	École Samuel-de-Champlain 2701, rue Lavallée Longueuil
Longueuil, v (partie)	105 à 137 168 à 173	Bureau principal de la directrice du scrutin 785, chemin de Chambly Longueuil
Longueuil, v (partie)	138 à 167 178 à 183	C.H.S.L.D. René-Lévesque 1901, rue Claude Longueuil
Circonscription : **VERDUN**		
Verdun, v (partie)	1 à 35 44 à 48	Centre culturel 5955, rue Bannantyne (entrée avenue Brown) Verdun
Verdun, v (partie)	36 à 38 40 à 43 49 à 66 93 à 102 128 à 130	Centre communautaire Marcel-Giroux 4501, rue Bannantyne Verdun
Verdun, v (partie)	39 67 à 92 134 à 143	Bureau principal du directeur du scrutin 4932, rue Wellington, 3e étage Verdun
Verdun, v (partie)	103 à 127 131 à 133 144 à 153	3897, rue Bannantyne (entrée rue Hickson) Verdun
Verdun, v (partie)	154 à 187	Centre communautaire Elgar 260, rue Elgar Verdun
Circonscription : **VIAU**		
Montréal, v (partie)	1 à 41	Résidence Emmaüs 9400, rue Irène-Joly Montréal
Montréal, v (partie)	42 à 64 105 à 117	C.H.S.L.D. 8040, 9e Avenue Montréal
Montréal, v (partie)	65 à 104	Caisse Populaire Jean-Talon 2275, rue Jean-Talon Est Porte 313 Montréal
Montréal, v (partie)	118 à 160	Bureau principal de la directrice du scrutin 1465, rue Bélanger Est Montréal
Circonscription : **VIGER**		
Montréal, v (partie) Saint-Léonard, v (partie)	1 à 17 83 à 110	Local commercial 4232, rue Bélanger Montréal
Montréal, v (partie) Saint-Léonard, v (partie)	18 à 48 111 à 119	Ma maison Saint-Joseph 5605, rue Beaubien Montréal
Montréal, v (partie)	49 à 82	Bureau principal du directeur du scrutin 7373, boul. Langelier Saint-Léonard
Saint-Léonard, v (partie)	120 à 156	Résidence Marro 5550, Antonio-Dagenais Saint-Léonard

2699433-D

Laurentides

Les employés du Chantecler s'inquiètent

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La semaine qui débute risque bien d'être la dernière à l'emploi du Chantecler pour un bon nombre des 400 personnes qui y travaillent actuellement.

En faillite, cet hôtel de Sainte-Adèle a été acheté d'un syndic qui en avait la responsabilité depuis quelques années et l'entente ne comprend pas de garantie pour les employés.

La semaine dernière, tous les employés de l'hôtel ont été convoqués à une assemblée. Ils s'attendaient à rencontrer le nouveau propriétaire Jacques Goupil, président de la chaîne hôtelière Gouverneurs, et à connaître ses projets de relance.

Ils ont plutôt eu droit à une douche glaciale puisque tous ont été informés qu'ils n'étaient pas à l'emploi de la nouvelle direction et que leur avenir était menacé.

En principe, à la fin de cette semaine, ils ne travailleront plus au Chantecler. Le nouveau propriétaire doit prendre possession de l'établissement des mains du syndic KPMG mercredi.

Lorsqu'il y a faillite, les employés ne sont pas protégés lors du rachat et pour plusieurs des travailleurs qui gagnent leur vie au Chantecler, c'est la deuxième fois qu'ils se retrouvent devant une telle situation. Le centre de villégiature en est à sa deuxième faillite.

La majorité de ces hommes et femmes, dont plusieurs travaillent à cet endroit depuis plus de 10 ans, rencontreront probablement Les représentants du nouveau propriétaire prochainement et ils se verront offrir des emplois où les avantages monétaires et sociaux pourraient être beaucoup moindres qu'auparavant.

En plus de l'hôtel, le Chantecler compte aussi un centre de ski alpin dont la majorité des pentes sont éclairées et un terrain de golf de neuf trous, lui aussi éclairé.

Saisies de mari à Sainte-Adèle et Morin Heights

Deux résidences des Laurentides où se pratiquaient la culture de la marijuana ont été visitées la semaine dernière par des membres de l'unité de lutte antidrogue de la Gendarmerie royale, assistés de policiers de la section des stupéfiants de la police de la CUM.

1170 plants de mari ont été découverts jeudi dans une résidence du chemin des Hauteurs à Sainte-Adèle. Réal Delisle, 51 ans, Diane Lauzon, 49 ans, tous deux de Sainte-Adèle, et Marc Lehoullier, 47 ans, de Cap-de-la Madeleine, ont été arrêtés sur place. Ils ont comparu au palais de justice de Saint-Jérôme pour répondre à des accusations de culture de marijuana et de possession dans le but d'en faire le trafic.

Des accusations semblables ont été portées contre Bertrand Roberge, de Repentigny, qui se trouvait dans une résidence de Morin Heights mercredi quand les policiers y ont saisi 216 plants de marijuana et du matériel organique et hydroponique nécessaire à la culture.

D'accord! Notre café est un peu faible... mais notre service est extra-fort.



Notre spécialité, c'est les véhicules Chrysler.

INSPECTION TRANQUILLITÉ D'ESPRIT • SERVICE CINQ ÉTOILES CHRYSLER

19,99$

✔ Permutation des pneus ✔ Vérification du niveau d'antigel ✔ Vérification et réglage des courroies d'entraînement du moteur ✔ Vérification de tous les liquides ✔ Vérification de l'état de concentration du liquide de refroidissement ✔ Vérification des freins ✔ Vérification du système d'échappement ✔ Vérification de la suspension ✔ Vérification du circuit électrique ✔ Essai routier et rapport des résultats

HEURES D'OUVERTURE PROLONGÉES POUR VOTRE COMMODITÉ

SERVICE CINQ ÉTOILES CHRYSLER

ROULEZ TOUJOURS MIEUX

CHRYSLER Dodge Camions Dodge | CHRYSLER Plymouth Jeep | Eagle | Jeep Eagle

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.

Offre valable chez tous les concessionnaires Chrysler participants.

CHRYSLER

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : VIMONT		
Laval, v (partie)	1 à 35	Centre communautaire Renaud 1885, av. Dumouchel Laval
Laval, v (partie)	36 à 75	Association des résidents de Champ-Fleury 2585, boul. des Oiseaux Laval
Laval, v (partie)	76 à 114	Horizon Jeunesse 155, boul. Sainte-Rose Laval
Laval, v (partie)	115 à 160	École l'Odyssée des jeunes 4600, rue Cyrille-Delage Laval
Laval, v (partie)	161 à 200	Centre communautaire Vimont 1900, rue Bédard Laval
Circonscription : WESTMOUNT-SAINT-LOUIS		
Montréal, v (partie)	1 à 6 8 et 9 41 à 46 53 à 61	Centre Dollard-Cormier 3590, rue Saint-Urbain Porte ES-1 Montréal

Territoire desservi	Section de vote*	Adresse de la commission
	*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre liste électorale.	
Circonscription : WESTMOUNT-SAINT-LOUIS		
Montréal, v (partie)	7 10 à 27 87 à 89 120 à 128	Collège de Montréal 1931, rue Sherbrooke Ouest Montréal
Montréal, v (partie)	28 à 40 47 à 52	Faculty Club 3450, rue McTavish (salle Lismer) Montréal
Westmount, v (partie)	62 à 86 90 à 94	Bureau principal du directeur du scrutin 4039, rue Tupper Westmount
Montréal, v (partie)	95 à 119	C E D A 2515, rue Delisle Montréal
Westmount, v (partie)	129 à 183	Centre d'accueil St. Margaret 50, av. Hillside Westmount

DG

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

26862-D-1343

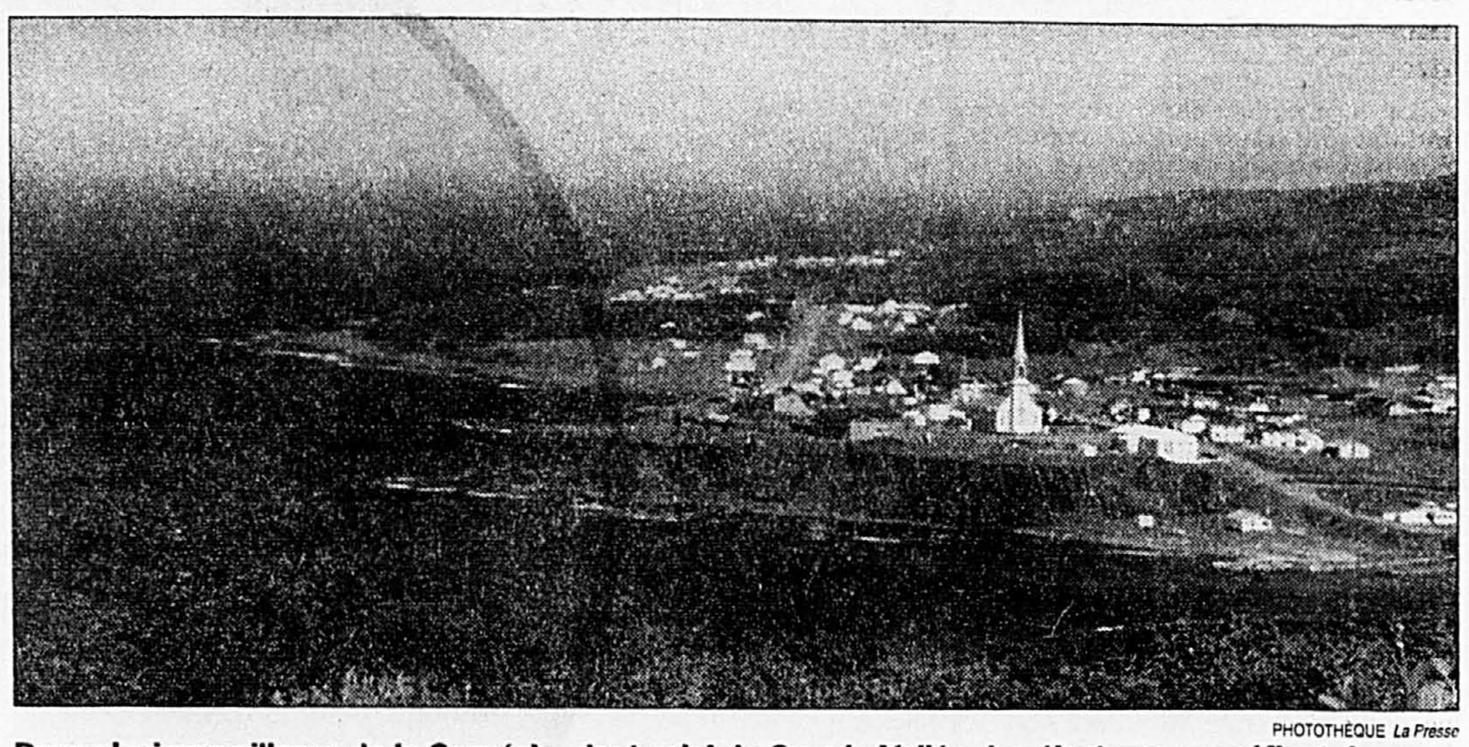
Élections 98

Gaspésiens et Madelinots craignent le désengagement prôné par Charest

«Il faut investir sur le terrain plutôt que dans les structures», plaide le député Georges Farrah

MARIO FONTAINE
HAVRE-AUX-MAISONS

Quand ils entendent Jean Charest réclamer une réduction des interventions du gouvernement et s'en prendre aux « abonnés de l'État », les Gaspésiens et les Madelinots ne se sentent pas du tout rassurés. Dans la zone la plus défavorisée du Québec, ces engagements passent difficilement la rampe. Ils pourraient même priver le Parti libéral d'une partie du vote de protestation qu'il pensait obtenir à la suite des compressions effectuées par le gouvernement Bouchard. De passage cette semaine en Gaspésie, le chef du PLQ aura fort à faire pour apaiser les remous qui brassent la barque de ses candidats.



PHOTOTHÈQUE *La Presse*

Dans plusieurs villages de la Gaspésie, dont celui de Grande-Vallée, les électeurs se méfient du discours de Jean Charest qui entend diminuer les interventions de l'État. Le chef du PLQ se rend aujourd'hui à Gaspé et il aura fort à faire pour apaiser les remous qui brassent la barque de ses candidats.

Bien conscients du danger, ces derniers font des pieds et des mains pour présenter le credo de leur chef de la façon la plus positive possible. « Le désengagement de l'État, c'est faux, le Parti libéral n'a jamais voulu ça. Il y a de la misère, ce n'est pas facile ici. L'État doit rester, mais en investissant sur le terrain plutôt que dans les structures », plaide Georges Farrah, député des Îles-de-la-Madeleine depuis 1985.



Georges Farrah

La candidate libérale dans Bonaventure, Nathalie Normandeau, veut quant à elle profiter de la visite qu'entreprend M. Charest dans la région pour lui parler du « traitement particulier » dont a besoin la Gaspésie. Elle ne voit pas de virage à droite au PLQ, « ce n'est pas un néolibéralisme à l'état pur, du capitalisme sauvage. Il ne faut pas que l'État se désengage, mais il doit s'engager différemment, cesser d'être trop interventionniste comme avec le Parti québécois ».

Il faudra en convaincre les principaux leaders d'opinion de la péninsule, qui ont vu avec appréhension M. Charest citer en exemple le premier ministre ontarien Mike Harris lors du dernier conseil général de sa formation. Heureusement pour les libéraux, les électeurs sont nombreux à ne pas avoir entendu parler de ce virage.

Les candidats péquistes ont toutefois encore trois semaines pour alerter leurs commettants, jurer qu'un gouvernement « Harris-Charest » couperait les vivres à la Gaspésie et aux Îles. Et ils ne s'en privent pas. Leur message pourrait être porteur : un électeur sur deux vit ici de prestations d'assurance-emploi, d'aide sociale, de programmes spéciaux ou d'emplois subventionnés.

« Qui sont ces *abonnés de l'État* à qui M. Charest veut s'attaquer ? Les gens qui sont dans la misère à cause du moratoire de la pêche à la morue, ceux qui n'ont même plus droit à l'assurance-chômage ? C'est pas vrai que les gens ont choisi d'être des démunis et M. Charest est profondément méprisant pour cette catégorie de citoyens. C'est encore pire que Mike Harris qui disait aux pauvres de se taire et de manger du baloney », martèle le député péquiste sortant dans Bonaventure, Marcel Landry.

Son collègue de Gaspé, Guy Lelièvre, soutient pour sa part que le retour vers la droite « ça n'accroche pas en Gaspésie. Ce serait la misère noire ».

L'évêque de Gaspé, Mgr Raymond Dumais, se garde bien de prendre position pour un parti ou un autre. Mais il trouve que des coupures, il y en a déjà eu bien assez au cours des dernières années. Aussi, dit-il, « ce n'est pas du tout le moment pour que l'État se désengage, il faut au contraire aider les gens à se recaser, leur donner un coup de pouce pour trouver des solutions ».

« Le monde *veulent* travailler, c'est pas le temps d'ôter de l'aide », renchérit Langis Côté, un aide-pêcheur de Gaspé, ceux-là qui font le gros boulot sur le pont des navires.

Ce n'est pas Ginette Côté qui va le contredire. Coordonnatrice du Rassemblement gaspésien et madelinot, Mme Côté est d'avis que Québec ne doit pas se retirer, mais au contraire aider la Gaspésie à devenir une région pilote en relance régionale.

Cessons d'être obnubilés par les mégaprojets, dit-elle, et développons les initiatives locales, comme cette laiterie qui vient d'ouvrir à Carleton. Seulement douze emplois, mais c'est tout de même ça de gagné et on peut imaginer une foule d'autres projets comme celui-là, selon elle.

À 30 ans, la mairesse de Maria mise sur le PLQ pour améliorer le sort de ses concitoyens

MARIO FONTAINE
MARIA

Elle a 30 ans, pas d'enfants et un *chum* qui se demande si c'est une aussi bonne idée que ça que sa blonde se fasse élire à l'Assemblée nationale. Ah oui, Nathalie Normandeau est aussi mairesse de Maria depuis trois ans.

La misère est moins apparente qu'ailleurs dans cette petite ville gaspésienne située sur la baie des Chaleurs. Mais tout n'y est pas rose non plus, de la même façon que la crise de la morue a durement affecté toute la péninsule. Le Parti libéral, dont elle porte les couleurs, est-il vraiment la meilleure formation pour régler les problèmes de la région et Jean Charest, le chef montrant le plus de compassion ?

Cette grande fille énergique et de bonne humeur pense que le PLQ saura mieux y faire que le Parti québécois, et se fait forte de sensibiliser son parti et son chef à la réalité particulière de la Gaspésie.

« Jamais je ne pourrai défendre une politique très à droite dans un comté comme Bonaventure. Jamais je ne pourrai défendre une politique qui se traduise par une baisse de la qualité de vie des citoyens », affirme celle qui aimerait bien ramener l'ancienne circonscription de Gérard D. Levesque dans le giron libéral, enlevée en 1994 par le péquiste Marcel Landry.

Nathalie Normandeau a le parfait profil d'une... péquiste, dit-on dans la région. Hormis l'incontournable : son refus de la souveraineté.

Là-dessus, celle qui fut la représentante jeunesse au comité du NON dans Bonaventure au référendum de 1995 ne laisse planer aucune ambiguïté. Son pays c'est le Canada, et elle est persuadée qu'un gouvernement fédéraliste à Québec est bien mieux placé pour obtenir des concessions d'Ottawa.

Il faut dire qu'elle est issue d'une famille libérale depuis toujours, quoique ses parents n'étaient pas actifs en politique provinciale. Son père, en revanche, a été conseiller municipal à Maria. Elle avait 15 ans, elle le regardait répondre aux administrés, régler des problèmes.

Ce n'est peut-être pas un hasard si, quelques années plus tard, elle complétait un baccalauréat en sciences politiques à l'Université Laval.

« Je sais que ça fait cliché, mais si je veux être députée, c'est pour faire avancer les choses, et je pense pouvoir y contribuer. »

Pendant ses études, elle travaille pour le chef de cabinet de Robert Bourassa, puis au service de presse du premier ministre. Une expérience privilégiée, la réalité du pouvoir comme nourriture quotidienne.

Mais l'appel de la Gaspésie était trop fort : « La région me manquait énormément. On a une qualité de vie exceptionnelle, j'avais ma place à prendre ici. »

Elle a retrouvé les amis avec qui elle avait joué au basketball, au baseball et au « hockey bottine ». A travaillé comme signaleuse sur la voirie, puis obtenu le poste de directrice de la Source alimentaire Bonavignon, un comptoir d'aide alimentaire situé dans un village des environs.

Il y eut des élections à Maria. À 27 ans elle faisait son entrée au conseil municipal, comme mairesse. « Avec mon bagage communautaire et mon expérience à Maria, je pense avoir un apport positif si je suis élue à Québec », affirme cette jeune femme.

Un « momentum »

Approchée par le Parti libéral, puis par Jean Charest lui-même, elle a finalement accepté de se présenter.

« Je suis consciente qu'il y a des inconvénients. La ligne du parti, se faire taper sur la tête même quand on n'y est pour rien. Mais il y a un momentum. Je me suis dit : tu as une chance de remporter l'élection. Fonce, tu verras dans quatre ans. Moi je ne crois pas que les députés n'ont aucun pouvoir. Je sais que ça fait cliché, mais si je veux être députée, c'est pour faire avancer les choses, et je pense pouvoir y contribuer. »

Députée ? D'aucuns, déjà, la voient ministre. Pas elle. Pas encore. Son objectif, c'est de gagner le 30 novembre. Après, on verra.

98

Les chefs aujourd'hui

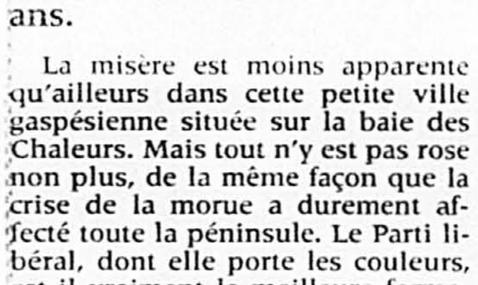
Jour 13

■ Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, est en Basse-Mauricie. À Cap-de-la-Madeleine, à 10 h, il présente à la presse le « plan pour un Québec 100 % branché » ; il visite ensuite une résidence pour personnes âgées et une soupe populaire. À 13 h, à Trois-Rivières, il rencontre l'équipe éditoriale du quotidien *Le Nouvelliste*.

■ Le chef du PLQ, Jean Charest, fait campagne à Rimouski et Gaspé. À 10 h, conférence de presse à l'Institut maritime du Québec à Rimouski. À midi, dîner avec des militants de Rimouski. À 19 h, à Gaspé, rassemblement du comté.

■ Le chef du PQ, Lucien Bouchard, visite la Mauricie. À Trois-Rivières, à 10 h, conférence de presse avec Pauline Marois, Louise Harel, Nicole Léger et Diane Lemieux ; à midi, déjeuner à la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie. À 14 h 15, à Louiseville, visite des Cuirs Saltans inc. Point de presse à Trois-Rivières à 16 h ; assemblée publique des militants de Trois-Rivières à 19 h.

Campagne Charest : un nouveau départ ?



Denis Lessard

Au tiers de la campagne électorale, les libéraux se croisent les doigts et espèrent que ce douzième jour, d'une campagne qui en compte 33, était le premier virage d'une toute nouvelle course. Devant la plus grosse assistance depuis le début des hostilités, tant du côté péquiste que libéral, 3500 personnes massées autour de lui, au Patinodrome de Sainte-Foy, Jean Charest, la voix un peu éraillée par les discours à répétition, martelait hier que la santé et l'éducation seraient au service de la cause souverainiste si Lucien Bouchard était réélu.

Il y aura au moins trois autres de ces rallyes d'ici le 30 novembre. Les libéraux sentent qu'ils ont besoin d'une campagne plus émotive, qui mobilise les troupes, d'autant plus que Lucien Bouchard paraît depuis quelques jours vouloir jouer de prudence en évitant dans la mesure du possible le mitraillage des questions des journalistes. Très bientôt, mercredi, on fermera les livres quant aux engagements électoraux pour le PLQ.

Dès aujourd'hui, on compte tirer un trait sur l'embarras lié au mutisme du PLQ sur les coûts de ses promesses. Jean Charest a tenu à respecter scrupuleusement son plan de match : les coûts devaient être divulgués en une seule annonce, pour tous les engagements, avant le débat des chefs. Reste que l'absence des factures liées aux engagements a jeté bien souvent de l'ombre sur les annonces libérales.

On compte aussi être sorti de la valse-hésitation embarrassante conecrnant les candidats vedettes — tous les comtés réservés aux gros noms ont maintenant un candidat. On a bouclé la boucle samedi en annonçant André Tranchemontagne dans Mont-Royal. Mais les recrues qui ont changé d'idée à la dernière minute ont fait mal à l'image du PLQ, puisqu'on a finalement parlé davantage de ceux qui ont fini par dire non ; jusqu'à l'ancien ministre Gérald Tremblay qui a repoussé le comté sûr de Saint-Laurent quelques heures avant qu'on claironne son retour en politique, a-t-on appris.

On fermera volontiers les livres du côté libéral quant aux engagements gouvernementaux, qui n'ont pas toujours été présentés selon une stratégie des mieux ficelées : pour les engagements sur la politique familiale, on voulait avoir une ambiance de garderie à l'intention des caméras — on a péniblement tenté d'en reconstituer une, avec quelques meubles et des bambins... dans un bar.

Encore hier, M. Charest, qui avait annoncé quelques heures avant ses engagements en éducation, cherchait avec difficulté à illustrer l'impact de l'inflation sur les frais de scolarité — le PLQ propose d'indexer les frais. L'indice des prix est de 1,5 %, risqua-t-il après quelques phrases louvoyantes — personne n'avait pensé à lui souffler à l'avance que cela représentait moins de 15 $ d'augmentation pour la grande majorité des étudiants — l'équivalent d'une caisse de bière... une petite, auraient lancé les politiciens d'il y a quelques années.

Mais tout cela, les bavures et les hésitations, c'est le passé, martèlent maintenant les organisateurs de M. Charest, comme pour s'en convaincre eux-mêmes. Les militants libéraux dans l'est du Québec avaient besoin d'un rassemblement comme celui d'hier, confiera Rémy Poulin, ancien député qui a repris du service à la permanence du PLQ. Quand les gens ont l'impression que la campagne ne décolle pas, « on le sent tout de suite dans les locaux électoraux, nos gens vont être ravigotés cette semaine », prédit-il.

Les sondages de la fin de semaine aident toutefois les libéraux à exorciser un début de campagne hésitant. CROP et Léger & Léger montrent les deux partis au coude à coude (ce qui déboucherait le 30 novembre par une victoire péquiste). Les libéraux sont un point derrière chez CROP, un point devant chez Léger & Léger. La première réaction libérale en était une de dépit ; la semaine précédente n'avait servi à rien. Plus tard, on rationalisa la lecture des sondeurs ; on retient chez les uns que la lente érosion constatée depuis un mois paraît stoppée. « On a atteint un plancher » résume le sénateur Jean-Claude Rivest, qui suit la caravane de Jean Charest. Reste à savoir laquelle des deux campagne s'envolera, « Dieu seul le sait » laisse tomber Rivest.

Ce qui est sûr, c'est que la campagne de Charest devrait prendre un ton plus agressif encore après mercredi, un fois que le PLQ aura déballé le dernier de ses engagements. Par la suite et jusqu'à l'échéance du 30 novembre, Jean Charest aura les coudées franches pour marteler le clou référendaire et attaquer Lucien Bouchard. « On lui enlève sa bride », illustrera l'un de ses plus anciens collaborateurs, François Pilote.

Élections 98

Un million pour aider les femmes à accéder aux postes de commande

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne, JONQUIÈRE

Le Parti québécois veut augmenter le nombre de femmes dans les postes de commande. La ministre de la Condition féminine, Louise Harel, a annoncé un programme à cet égard, hier à Jonquière.

Le PQ s'engage donc à débloquer des crédits d'un million de dollars pour des projets destinés à encourager les candidatures féminines à des postes clés, a annoncé la ministre.

Malgré une hausse intéressante au cours des quatre dernières années, il n'y a que 28 % des postes stratégiques de la haute fonction publique détenus par des femmes, contre 12 % en 1994. « Des progrès ont été réalisés mais penser que les conditions gagnantes sont réunies pour que les femmes aient leur place serait une grave erreur en cette fin de siècle », a dit la ministre Harel.

L'égalité des droits existe au Québec pour les femmes mais il n'y a pas une égalité de fait, a fait valoir Mme Harel.

Les chiffres lui donnent raison : dans les municipalités, seulement 22 % des conseillers élus sont des conseillères et moins de 10 % des maires sont des mairesses.

À l'Assemblée nationale, seulement un député sur cinq est une femme et cette proportion ne devrait pas augmenter sensiblement le 30 novembre prochain, si on se fie au nombre de candidates sur les rangs pour les deux principales formations politiques.

En vertu du programme annoncé hier, des subventions maximales de 50 000 $ seront disponibles pour des projets visant à soutenir l'intégration des femmes dans des postes décisionnels. Un fonds global de 1 million sera débloqué à cet égard.

Les groupes communautaires ou associations sans but lucratif pourront présenter des projets, lesquels seront analysés par un comité aviseur comprenant des représentantes de groupes de femmes. C'est la ministre de la Condition féminine qui aura le choix final.



PHOTOTHÈQUE *La Presse*

La ministre de la Condition féminine, Louise Harel, a annoncé hier, à Jonquière, que des crédits d'un million de dollars seraient débloqués pour des projets destinés à encourager les candidatures féminines à des postes clés.

Le premier ministre Lucien Bouchard, que Mme Harel a décrit comme « un allié » pour la promotion des femmes, n'a pas pu participer à la conférence de presse tel que prévu. Il rencontrait au même moment les autorités hospitalières de Jonquière afin de tenter de régler l'épineux problème de la vocation de l'hôpital local.

Jean Filion se représente dans Montmorency

GILLES NORMAND
QUÉBEC

Le député sortant de Montmorency, qui faisait durer le suspense quant à son avenir politique, annoncera aujourd'hui son intention de solliciter un nouveau mandat comme député indépendant, décision qui n'est pas sans embarrasser le Parti québécois.

Dès hier, des affiches électorales le représentant debout devant un pupitre de l'Assemblée nationale, et disant « Debout pour vous, Jean Filion », sont apparues à l'île d'Orléans, sur la Côte de Beaupré et à Beauport.

Ce dénouement indique que M. Filion a été insensible aux pressions exercées sur lui pour qu'il ne se représente pas dans Montmorency. Sa présence a de quoi inquiéter plus particulièrement le candidat péquiste, Jean-François Simard, puisque que M. Filion maintient ses convictions souverainistes et compte tenu aussi que les libéraux présentent un adversaire de taille, Jacques Langlois, maire de Beauport depuis 14 ans.

Les péquistes craignent en effet que la présence de M. Filion dans la lutte ne favorise le candidat libéral. Aussi, commencent-ils à clamer qu'un vote pour Filion est un vote pour Langlois.

M. Filion avait été élu pour la première fois en 1991, sous la bannière péquiste, à l'occasion d'une élection complémentaire. En 1994, toujours pour le PQ, il avait obtenu une majorité de 13 068 voix sur sa plus proche adversaire, la libérale France Lefrançois-Bouchard. Au référendum de 1995, la circonscription de Montmorency a voté OUI dans une proportion de 57,6 %, alors que 93,7 % des électeurs inscrits s'étaient exprimés.



PHOTOTHÈQUE *La Presse*

La présence de Jean Filion dans la course a de quoi inquiéter le candidat péquiste.

L'édition du siècle



Civic berline et coupé 1999 redessinées

208 $* par mois, location 48 mois
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
OPTION 0 $ COMPTANT à 248 $ par mois**

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Civic LX 1999 (modèle EJ653X) ou le coupé Civic DX 1999 (modèle EJ612X) neufs. Échange ou comptant de 1 865 $ (berline) ou 1 975 $ (coupé), la première mensualité et un dépôt de garantie de 250 $ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 $ le kilomètre excédentaire. **Option 0 $ comptant : versement mensuel de 248 $ pendant 48 mois. Première mensualité et dépôt de garantie de 300 $ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 $ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.*

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION

Élections 98

Le RAP propose: «Pauvreté zéro plutôt que déficit zéro»

MARIE-CLAUDE GIRARD

Le nouveau mouvement de la gauche indépendantiste, le Rassemblement pour l'alternative politique (RAP), a décidé hier d'appuyer sept candidats lors des élections du 30 novembre, dont le bouillant syndicaliste Michel Chartrand, qui agira comme président du comité électoral.

De plus, dans chaque comté, des délégués régionaux pourront cautionner un candidat indépendant progressiste, y compris des candidats du Parti de la démocratie socialiste (PDS), dont des membres militent aussi au sein du RAP.

« Pour nous, il n'est absolument pas question de voter pour le Parti québécois, même si des candidats se présentent comme progressistes », a déclaré François Cyr, porte-parole du mouvement, au terme du congrès tenu hier à Montréal où a été adopté le manifeste du RAP. Aux yeux du regroupement, le PQ, le PLQ et l'ADQ proposent tous une démarche néolibérale conduisant à l'exclusion sociale et à la pauvreté croissante du Québec.

S'il appuie des candidats, le RAP n'en est pas pour autant un parti politique. Après les élections, la priorité sera d'ailleurs de réfléchir à la formation d'un nouveau parti.

Envisage-t-on une fusion avec le PDS, pour éviter une division des forces de gauche ? « Il est certain qu'un jour ou l'autre, il faudra répondre à la question. Pour l'instant, je me garderais de le faire », indique M. Cyr.

« On est assez peu nombreux, il ne faudrait pas se diviser », estime pour sa part Michel Chartrand.

Sept candidats

Outre M. Chartrand, qui se présente contre Lucien Bouchard dans le comté de Jonquière, les candidats issus du RAP sont Denis Duchesne (Taschereau), Michel Fontaine, (Drummond), Doris Saint-Pierre (Abitibi-Est), René Lacroix (Abitibi-Ouest), Richard Saint-Onge (Vachon), ainsi qu'un candidat à choisir à Sherbrooke.

Le thème de leur campagne sera le combat contre la pauvreté : « Pauvreté zéro plutôt que déficit zéro. » Le revenu minimum garanti et la réforme du mode de scrutin figurent aussi parmi leurs préoccupations.

Car de l'avis du RAP, le système électoral oblige des milliers d'électeurs à voter « pour le moins pire en se bouchant le nez », en permettant à deux grands partis de s'échanger le pouvoir.

« On est assez peu nombreux, il ne faudrait pas se diviser. »

La pauvreté ne frappe pas que les assistés sociaux et les chômeurs, a rappelé hier M. Chartrand. « Les temps partiel sont pauvres. Les « esclaves » autonomes sont pauvres. Les permanents sont pauvres, même dans le système public. » Il s'indigne entre autres des privilèges accordés aux compagnies pharmaceutiques détentrices de brevets, des conditions de vie des personnes âgées en institution, du fonctionnement des procédures d'appel à la CSST, des compressions dans les commissions scolaires qui se sont soldées par des coupes dans les services aux élèves en difficulté.

Selon M. Cyr, le RAP se différencie des mouvements de gauche des années 60 et 70 parce qu'il réunit autant des jeunes étudiants que des retraités et parce qu'il est fortement enraciné en région, où la révolte serait particulièrement forte à la suite des compressions. Plusieurs résidants des régions sentent aussi que leurs préoccupations ne se rendent pas aux échelons supérieurs, ajoute-t-il.

Le RAP, qui compte 1200 membres, veut profiter de la campagne électorale. Si aucun organisme ne l'appuie officiellement, le RAP est soutenu par des membres d'organismes communautaires et de syndicats.

Il manque encore de l'argent pour décongestionner la Métropolitaine

MARTIN PELCHAT
JONQUIÈRE

Le dévoilement du plan très attendu de décongestion de l'autoroute métropolitaine achoppe encore sur une question de financement, selon le ministre des Transports, Jacques Brassard, qui doit compter sur une plus grande générosité de son collègue des Finances, Bernard Landry.

« Si on veut concrétiser le plan de transport qu'on s'est donné, il faut que le ministre des Finances en rajoute », confiait hier M. Brassard, de passage à Jonquière pour la campagne électorale.

« Nous, au ministère des Transports, nos devoirs sont complétés, dit-il. On sait quoi faire d'ici 20 ans, à l'horizon 2015, dans la grande région métropolitaine, aussi bien en matière de transport en commun qu'en matière de travaux routiers. »



PHOTOTHÈQUE *La Presse*

Le ministre des Transports, Jacques Brassard, n'est pas encore prêt à dévoiler son plan.

Dans l'attente d'un accord avec son collègue des Finances, Jacques Brassard répète que le Parti québécois ne prendra aucun engagement pour la 40 pendant la campagne électorale. Le ministre prédit cependant que son plan de transport, qui fera une place prépondérante au réaménagement de la 40, « l'épine dorsale du réseau autoroutier » souligne-t-il, sera dévoilé avant la fin de 1998.

Comment justifier alors que le gouvernement se soit engagé avant le déclenchement des élections à concrétiser le prolongement du métro à Laval, au coût de 180 millions ?

« Il y a une dimension politique dans le dossier du métro, dit Jacques Brassard. Le premier ministre, et moi je le comprends très bien, ne voulait pas se retrouver en campagne électorale à Laval avec encore un projet qui avait été l'objet de promesses au moins à cinq reprises. »

Les coûts des interventions requises sur la 40 s'élèvent pour leur part à « quelques centaines de millions », selon M. Brassard. Il manque « quelques dizaines de millions par année, mais sur une période quand même importante », dit-il.

« Le financement se fait via le fonds routier et quand je n'ai pas les crédits requis, ça veut dire qu'il faut que je les prenne ailleurs, pour les projets routiers de la Gaspésie, du Saguenay Lac-Saint-Jean... »

Pas pour demain

M. Brassard a d'ailleurs indiqué hier que son parti ne comptait pas s'engager, pendant la campagne électorale, à réaliser le vieux rêve saguenéen d'une route à quatre voies dans le parc des Laurentides. Avant le déclenchement des élections, la députée péquiste de Chicoutimi, Jeanne Blackburn, a déposé une pétition de 101 000 noms en faveur de ce projet de 350 à 400 millions.

« Il y a des investissements qu'on peut faire sur cette route dans la perspective d'une route à quatre voies divisées, mais de s'engager à réaliser cette route dans le prochain mandat, ça m'apparaît irréaliste », conclut Jacques Brassard.

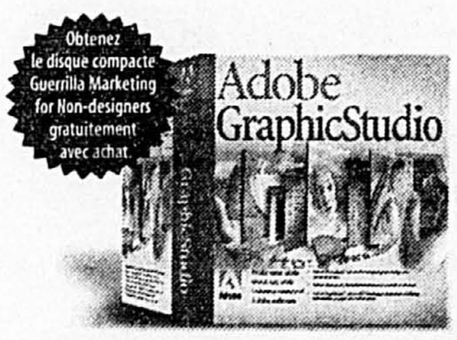


PHOTO PC

L'écoles des fans

En partisanne aguerrie, la petite Laurence Ouellet-Thivierge, 3 ans, de Sainte-Foy, confortablement assise sur les épaules de papa, souffle dans sa «trompette» pour acclamer le chef libéral Jean Charest comme l'ont fait hier 3500 partisans réunis à Sainte-Foy pour ce qui est jusqu'ici le plus important meeting de la campagne.

TROIS
OUTILS MAÎTRES
UNE
BOÎTE À OUTILS



La collection GraphicStudio d'Adobe[MD] comprend tout ce dont vous avez besoin pour créer des documents éloquents destinés à l'imprimerie, aux multimédias ou au web : le logiciel Adobe Photoshop[MD] pour la mise au point des images, Adobe Illustrator[MD] pour l'illustration et Adobe PageMaker[MD] pour la mise en page. Cet ensemble homogène d'applications conçues selon les normes de l'industrie vous offre puissance et flexibilité, deux qualités nécessaires pour mettre vos idées en valeur. Économisez 750 $ à l'achat de la collection GraphicStudio au lieu des trois logiciels séparément.

Adobe

www.adobe.com

2693313-D

Venez rendre visite à l'un des détaillants suivants pour obtenir votre copie dès maintenant ou pour voir les toutes dernières caractéristiques d'Adobe Illustrator 8.0 et Adobe Photoshop 5.0 :

marathon 514.340.9000 | inSo 514.270.4676 | microserv DORVAL 514.636.5127 | 3-SOFT 800.661.2259

Adobe, le logo Adobe, Illustrator, Photoshop et Photoshop sont des marques de commerce d'Adobe Systems Incorporated.

D'un côté...



L'offre est irrésistible! BMW 328is seulement 377$ par mois. Jusqu'au 30 novembre, vos concessionnaires BMW du Grand Montréal vous offrent le plaisir de louer une sportive et fougueuse BMW 328is 1998 pour seulement 377$ par mois. Dépêchez-vous de passer chez votre concessionnaire BMW afin d'en faire l'essai! Et tant qu'à y être, essayez aussi la BMW 323i. Votre concessionnaire BMW a également une offre exceptionnelle à vous faire sur cette voiture!

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343/Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard 445-4555
Montréal 875-4415

Le plaisir de conduire.

MENSUALITÉS 377$ BMW 328is

Offre valable sur le modèle 328is 1998 neuf, 2 portes, 5 vitesses. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 377$ sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 27 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise de 5 000$. Le taux de financement est 3,9%. Valeur résiduelle garantie de 33 932$. Des frais de 0,15$ du km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 18 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 30 novembre 1998.

2693911-D

L'ADQ veut une loi-cadre sur la famille

Presse Canadienne

Le chef de l'Action démocratique propose l'adoption d'une loi-cadre qui imposerait à tous les ministères et organismes gouvernementaux de tenir compte des impacts de leurs décisions sur les familles québécoises.

Présentant hier la politique familiale de son parti à Laval, Mario Dumont a aussi proposé l'abolition du ministère de la Famille au profit d'une structure plus souple relevant du premier ministre, afin d'allouer un maximum de ressources directement aux parents.

M. Dumont affirme qu'il faut mettre fin à ce qu'il appelle la nationalisation de la famille entamée par le Parti québécois. Selon lui, l'élimination des allocations familiales et l'instauration des places en garderie à 5 $ sont autant de mesures démotivantes introduites par le gouvernement Bouchard.

Gilles Duceppe tire à boulets rouges sur les adversaires du PQ

Presse Canadienne
GRANBY

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a démontré hier que son parti était bien engagé dans la campagne provinciale en tirant à boulets rouges sur tous les adversaires du Parti québécois.

De passage au local du PQ de Shefford, M. Duceppe a pris de court les militants et le candidat péquiste René Marois en évoquant la radiation du député libéral Bernard Brodeur de la Chambre des notaires en 1996.

« René Marois et Bernard Brodeur ont au moins un point en commun : ni l'un ni l'autre ne peut pratiquer le notariat », a déclaré M. Duceppe.

M. Brodeur a été radié durant un an de la Chambre des notaires après avoir été reconnu coupable de détournement de fonds. Jusqu'à maintenant, le candidat Marois s'était abstenu de relever ces faits et il ne semble toujours pas vouloir miser sur cette stratégie pour remporter l'élection.

Mais le chef du BQ, lui, ne s'est pas gêné pour s'en prendre au député libéral, lequel n'était d'ailleurs pas le seul dans sa mire.

Parlant de Jean Charest, le chef du Bloc a affirmé qu'il n'a rien pour rassurer les électeurs.

« Quand il était à Ottawa, il n'y a pas si longtemps encore, Charest accusait le gouvernement fédéral d'être responsable des compressions dans la santé et l'éducation au Québec. Aujourd'hui, c'est la faute à Lucien Bouchard et à Jean Rochon. Il change d'idée facilement. »

EN BREF

La CSN fait le bilan du gouvernement

■ La CSN tient aujourd'hui un conseil confédéral spécial d'une journée sur la campagne électorale. La Confédération des syndicats nationaux y fera le bilan du gouvernement de Lucien Bouchard et l'analyse des programmes des principaux partis en lice. Le syndicat proposera aussi à ses fédérations et conseils centraux un « plan d'action pour les 20 derniers jours de la campagne électorale ».

Parizeau s'adresse aux étudiants

■ L'ex-premier ministre péquiste Jacques Parizeau est l'invité de l'Association des étudiants en droit de l'Université de Montréal aujourd'hui. Il prononcera son allocution à 11 h 30.

Jeunes péquistes à l'oeuvre dans Sherbrooke

■ Le Comité national des jeunes du Parti québécois tente de « faire sortir » le vote étudiant dans la circonscription de Sherbrooke, où se présente Jean Charest, en demandant aux étudiants de l'université d'« empêcher Jean Charest et son équipe de hausser les frais de scolarité ». « Leur proposition de mettre fin au gel des frais de scolarité au niveau universitaire est extrêmement inquiétante », a soutenu hier à Sherbrooke le président du Comité national des jeunes du PQ, Jean-Hertel Lemieux.

Pour les analphabètes, voter reste un exercice humiliant

Dans sa réforme électorale, Québec n'a pas jugé bon d'ajouter la photo des candidats sur les bulletins de vote

RAYMOND GERVAIS

Mimi Cloutier va se prévaloir de son droit de vote pour la première fois de sa vie le 30 novembre prochain. Mimi se classe dans le cinquième de la population québécoise qui éprouve de sérieuses difficultés à lire et à écrire.

« Si je n'ai jamais voté, c'est parce que j'étais trop gênée. C'est humiliant vous savez d'avouer que vous êtes illettrée et de devoir vous faire accompagner par un scrutateur dans l'isoloir afin de pouvoir mettre votre X face au candidat de votre choix », a précisé hier Mimi.

Mimi Cloutier, Réjeanne Robidoux et Michel Robinson, autant de personnes qui ne pouvaient ni lire ni écrire, sont sortis de l'ombre hier pour dénoncer le fait que dans sa réforme électorale, Québec n'a pas jugé bon d'inclure que les bulletins de vote contiennent à la fois le nom du candidat, celui du parti ainsi que la photo du candidat qui se présente.

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec avait pourtant demandé au ministre Guy Chevrette d'apporter cette modification lors de la refonte. Le ministre avait alors déclaré que ça coûtait trop cher, sans toutefois préciser combien.

À la veille des élections et au moment où le gouvernement Bouchard semble trouver de l'argent pour tout, le Regroupement revient à la charge.

« Nous savons qu'il est trop tard pour cette année, mais nous voulons sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique à la question. L'exercice du droit de vote est un droit démocratique pour tous et non un exercice humiliant », a précisé Solange Tougas, porte-parole et présidente du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Réjeanne Robidoux s'est prévalue de son droit de vote lors des dernières élections, mais a dû se faire accompagner par son fils et par un scrutateur.

« Lorsque je suis allée au bureau de vote, je ne savais pas quoi faire ; mon fils a expliqué à la dame que je ne savais pas lire. La dame a alors délégué quelqu'un pour m'aider et mon fils ma dit où mettre ma croix », a précisé Mme Robidoux.



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Réjeanne Robidoux et Mimi Cloutier, deux femmes qui ont toujours éprouvé des problèmes d'analphabétisme, vont aller aux urnes le 30 novembre prochain et voteront seules. Elles peuvent désormais lire le bulletin de vote.

Elle a ajouté qu'elle dessinait elle-même le nom du candidat de son choix sur un bout de papier afin de pouvoir le comparer avec les noms apparaissant sur le bulletin de vote.

Michel Robinson, 18 ans, a voté lors des dernières élections municipales. Il a précisé qu'il s'était pratiqué une semaine avant l'élection dans le cadre du programme La boîte à lettres, un programme qui permet l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour les personnes illettrées.

Michel a expliqué qu'il aurait toutefois trouvé la tâche moins pénible si les photos des candidats avaient été imprimées sur le bulletin de vote.

Mme Tougas a ajouté que le prochain gouvernement devra se pencher sérieusement sur la question du choix du candidat par photo, puisqu'il y a déjà un certain consensus social sur la question. Un sondage effectué en 1995 démontre en effet que 78,4 % des Québécois sont d'accord avec le fait que les personnes peu alphabétisées sont limitées dans l'exercice de leurs droits sociaux et démocratiques.

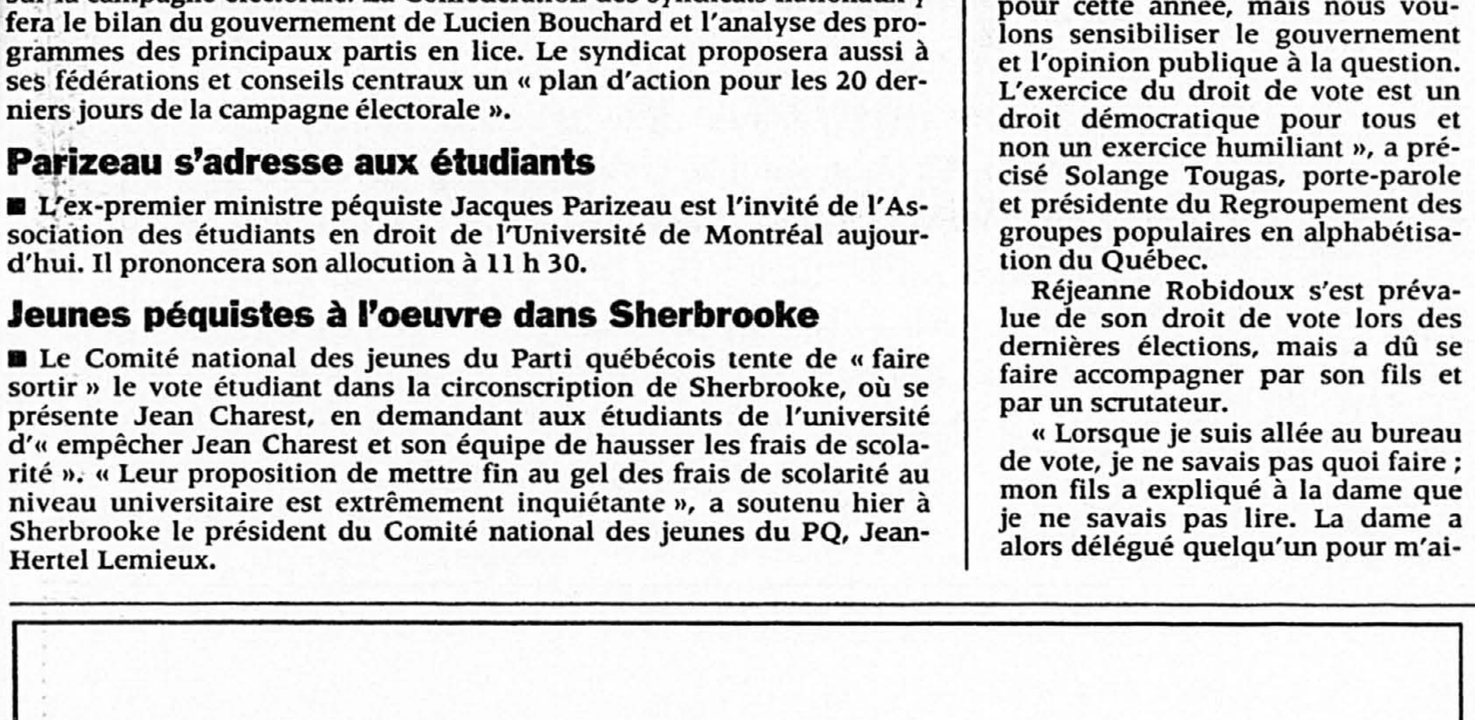
Les personnes qui ont des difficultés de lecture et d'écriture ne l'avouent pas aisément, même si la loi électorale prévoit un mécanisme pour les aider à réaliser leur devoir d'État. Un article de la Loi électorale précise « que l'électeur qui déclare sous serment qu'il est incapable de marquer de lui-même son bulletin de vote, peut se faire assister soit du scrutateur ou du secrétaire du bureau de vote en présence des représentants, ou encore d'un électeur de la même circonscription en présence du scrutateur ou du secrétaire du bureau de vote ».

Mais cette solution ne règle pas le problème selon le Regroupement.

« La personne qui est peu alphabétisée a déjà honte, qu'on imagine seulement quelques instants sa gêne de déclarer sous serment, devant plusieurs personnes, qu'elle ne peut agir seule. Dans les quartiers et dans les petites communautés, tout le monde se connaît et demander de l'aide équivaut à déclarer publiquement son analphabétisme. Aller voter dans de telles circonstances n'est pas un exercice démocratique, mais un exercice d'humiliation », conclu l'organisme.

Afin de contrer cette humiliation, une bonne part des électeurs n'exercent tout simplement pas leur droit de vote, tandis que

Comme de l'autre...



L'offre est irrésistible! BMW 528ia 699$ par mois.
Jusqu'au 30 novembre, vos concessionnaires BMW du Grand Montréal vous offrent le plaisir de louer une racée et somptueuse BMW 528ia 1999 pour seulement 699$ par mois. Dépêchez-vous de passer chez votre concessionnaire BMW afin d'en faire l'essai!

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343/Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard 445-4555
Montréal 875-4415

Le plaisir de conduire.

MENSUALITÉS 699$ BMW 528ia
Offre valable sur le modèle 528ia 1999 neuf, automatique. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 699$ sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise de 7 000$. Le taux de financement est de 5,9%. Valeur résiduelle garantie de 33 756$. Des frais de 0,20$ du km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 18 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 30 novembre 1998.
2693907-D

SERVICES À DOMICILE

UNE SEMAINE SEULEMENT - PRIME SPÉCIALE!

OFFRE DE NETTOYAGE DE MEUBLES ET DE MOQUETTES!

Maintenant, La Baie nettoie mieux vos moquettes.



NOTRE NOUVEAU SERVICE EN SIX ÉTAPES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION

★ Notre nouveau procédé nettoie vos moquettes à fond, complètement et en toute sécurité.
★ Un prétraitement spécial déloge la saleté.
★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits passants.
★ Nous rinçons les fibres de la moquette pour éliminer la saleté et les résidus.
★ Nous peignons les poils de la moquette pour un séchage plus rapide et plus efficace.
★ Nous inspectons les moquettes nettoyées pour nous assurer que vous êtes satisfait.

© Copyright 1998 Compagnie de la Baie d'Hudson

46 $ 2 pièces et un vestibule

69 $ 4 pièces et un vestibule

99 $ 6 pièces et un vestibule

PRIME SPÉCIALE: Traitement désodorisant GRATUIT de deux pièces avec tout nettoyage de 5 OU 7 pièces (valeur : 30 $).

79 $ Un canapé de 7 pi et 2 fauteuils

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H
(514) 339-5420

Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix taxé séparément pour vestibules et escaliers. Des frais minimums s'appliquent. Frais additionnels pour moquettes en laine, tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et mobilier modulaire. Les offres expirent le 14 novembre 1998.

La Baie

L'interurbain Bell Mobilité vient de tomber.



Voici le tarif interurbain mobile le plus bas au pays.

Dorénavant, faire un interurbain au Canada sur votre téléphone mobile ne vous coûtera pas plus cher que chez vous, c'est-à-dire seulement 10¢ la minute, soirs et week-ends.* Pour profiter de cette économie de 70%, il vous suffit d'être client interurbain résidentiel de Bell ou de Bell Mobilité et de vous abonner sans frais au 1 888 4MOBILE. Une bonne façon d'amener vos dépenses au plus bas.

Offert avec certains forfaits. Le pourcentage d'économie peut varier d'un forfait à l'autre. Les appels en mode analogique doivent provenir de la zone Bell Mobilité (Ontario et Québec). Détails en magasin.
*En soirée de 20 h à 7 h et le week-end de 20 h le vendredi à 7 h le lundi.
MD Marque déposée de Bell Canada. Utilisée en vertu d'une licence.

Bell Mobilité MD

Communiquez comme personne

70¢ la minute soirs et week-ends